Le N° Fr. 2.50 N° 365 7 juin 1986 dix-septième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Revendications patronales :

SANS CONTRAT, SANS LOI

Walter Hess, Michael Kohn, Hans Rüegg ne roulent pas comme des voitures sans plaques. Ils portent celles de Saurer, Helvetia, Luwa, Sperry, Zellweger, Electricité d'Emosson, Motor Columbus, *NZZ*, Rieter, UBS... C'est au nom de ces sociétés anonymes et bien helvétiques qu'ils prennent la parole ! Ils ont commis un programme de revendications pour un secteur important du patronat. L'opuscule a pour titre : *Sauvegarde de notre économie – Il est temps d'agir.*

Programme en huit points, voici ce qu'il nous réserve :

* la liquidation de l'indexation des salaires au renchérissement, dans le secteur privé et public ;
* l'individualisation des hausses de salaires (à la mine du client !) et la suppression de tout ce qui pourrait ressembler à des salaires fixes d'entrée (ce qui est pourtant loin d'être la norme en Suisse) ;
* la flexibilisation maximum du temps de travail sur l'année, la vie (en avant pour repousser à 64 ans l'âge de la retraite pour les femmes !)... ou la semaine. La prise en charge du "coût", pour moitié au moins par les salariés, de toute diminution éventuelle du temps de travail hebdomadaire ;
* la réduction croissante de l'AVS dans le système de prévoyance sociale, la liquidation de l'indexation des rentes. L'avenir appartient aux 2e pilier et 3e pilier. Plus précisément, aux assurances privées... car pour les moins bien placés, il sera recommandé de ne pas trop prolonger leur vie une fois terminées les années de labeur ;
* la diminution des coûts de la santé en adoptant un grand principe : seront sérieusement soignés ceux qui ont les moyens d'être malades ;
* la réduction du "poids des impôts" qui grèvent les riches, et donc les affaires, et un réajustement fiscal en direction des impôts indirects (payés de façon disproportionnée par les salarié(e)s) ;
* canaliser la formation en direction des besoins de compétitivité de "nos industries" ;
* construire Kaiseraugst et d'autres centrales nucléaires une fois passé le premier obstacle. Les économies d'énergie doivent être appliquées selon un critère : la production de nouveaux matériaux isolants pour l'industrie. Evacuer tous *"les éléments purement émotionnels et idéologiques des discussions à propos de l'environnement."* Sur ce dernier point, les modalités d'application ne sont pas claires... Il y a peut-être des indications de pistes à suivre du côté de quelques dictatures ?

Le projet patronal est limpide. Utiliser la conjoncture – en hausse sur un fond d'incertitude suscitant une forte crainte de la perte de l'emploi chez les salarié(e)s – pour avancer leurs pions ; battre en brèche les droits collectifs acquis et inscrits dans la loi et vider des conventions collectives du maximum d'éléments concrets pouvant faire référence pour créer un rapport de forces.

A nous de *Sauvegarder nos droits – il est temps d'agir :* une réponse à préparer par toutes les composantes du mouvement ouvrier et les forces féministes, écologiques et antiracistes.

La Brèche

NUCLÉAIRE :

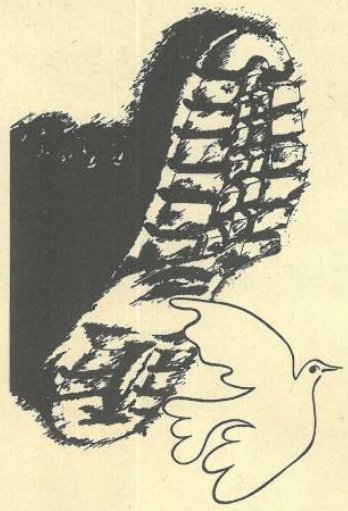
Rien ne va plus !

À Gösgen le 21 juin :

MANIF ANTINUCLÉAIRE

En mouvement

NEUCHATEL ENVAHI



CONFÉRENCE
de l'amiral A. Sanguinetti sur la course aux armements. **Salle du Faubourg. jeudi 12 juin,** 20h15.

MANIFESTATION
samedi 14 juin, 15h, départ devant la Salle de la Paix.

FILMS
Cité universitaire, 20h30. *Dr Folamour,* **lundi 16 juin.** *Cœur de braise,* **mardi 17.** *Streamers,* **me 18.** *Gandhi,* **ve 20 juin.**

DÉBAT
Avec les représentants de sept mouvements qui mettent l'armée suisse en question. **Cité universitaire, jeudi 19 juin,** 20h15.

FÊTE POUR LA PAIX
Cité universitaire, samedi 21 juin, 20h, *Mash* (film). 22h, *rock.*

Org. : Comité pour la Paix, case postale 371, 2001 Neuchâtel.
(Voir notre article en p. 4.)

CONTRATOM

Marchands de la mort nucléaire à Genève : PERSONA NON GRATA

Les antinucléaires genevois ne se sont pas laissés prendre au masque "scientifique" dont s'étaient affublés les marchands de centrales, pollueurs d'avenir. Ils ont pris "ENC 86" pour ce qu'il était : une foire de matériel nucléaire et un lieu de propagande pronucléaire. Ils ont manifesté, et perturbé l'inauguration de l'exposition ainsi que la réception des délégués.

Nombreux ? Entre 2000 et 3000. Déterminés ? Certainement, puisque la manifestation a duré près de trois heures. Calmes, également, même si une partie de la presse a monté en neige certains incidents mineurs : quelque pneus crevés à un bus des TPG, convoyeur de congressistes, quelques sprayages... Bref rien de comparable avec ce dont nous menacent ces marchands de mort.

La leçon aura-t-elle porté ? Les autorités genevoises autoriseront-elles une deuxième édition (Palexpo est déjà réservé pour plusieurs années...) ? Une fois ça va, deux fois, bonjour les dégâts...

correspondant

VISITE DE RAMIREZ,

vice-président du Nicaragua, reçu officiellement par le Conseil fédéral **manifestation jeudi 12 juin,** 19h, **BERNE,** Bundesplatz

* Bienvenue à Ramirez.
* Dénonciation de la présence des contras en Suisse et au parlement.
* Pour le maintien et le renforcement de l'aide de la Suisse au Nicaragua.

Org. : secrétariat et Comités Amérique centrale

TOURNÉE DE LA RADIO FARABUNDO MARTI

(radio du FMLN dans les zones libérées au Salvador)

mardi 10 juin, Berne et Saint-Gall, soirée discussion.
mercredi 11 juin, Lausanne, Galerie-Librairie Basta ! 20h, soirée-discussion.
vendredi 13 juin, Fribourg, Maison du Peuple, 20h, soirée-discussion.

Org. : secrétariat et Comités Amérique centrale

CONGRÈS DES COMITÉS AMÉRIQUE CENTRALE

à Lucerne, sa et di 14/15 juin
Hôtel Kreuz

samedi, dès 14h :
Conférence de *PHILIPP AGEE* (ex-agent de la CIA), sur la politique extérieure des USA et le rôle de la CIA en Amérique latine.
Conférence de Michel Thévenaz sur l'impérialisme américain en Amérique centrale et ses liens avec la Suisse.
Table ronde : "la solidarité en Suisse aujourd'hui, ses buts et réalités", avec des syndicalistes, des représentants des organisations d'entraide et des militants de la solidarité.

À LAUSANNE PLACE NELSON MANDELA

SOS Racisme Vaud a déposé au Conseil communal de Lausanne une pétition comptant 1149 signatures. Elle demandait le baptême à Lausanne d'une place Nelson Mandela et proposait la place sans nom à l'angle de la rue Pré-du-Marché/rue du Clos-de-Bulle.

Mardi 27 mai, le Conseil communal s'est prononcé. Ni oui, ni non, bien au contraire, décide-t-il doctement, priant la Municipalité de faire comme elle voudra.

Il y eut un long débat, charriant d'innombrables mauvaises raisons de ne pas décider. Et des arguments percutants : "Nelson Mandela est un terroriste", "sa notoriété est discutable", "nous n'avons pas à nous immiscer dans les affaires internes de l'Afrique du Sud", "les partisans de cette pétition sont tous du même bord"...

Trois interventions soutinrent fermement cette pétition, prononcées par les trois seules femmes qui ont pris la parole. Il s'agit de Mme Lise Peters (PS), Mme Michèle Thonney (GPE). Nous espérons que la troisième conseillère se reconnaisse que nous puissions la nommer.

SOS Racisme proposait que Lausanne puisse s'honorer de son refus de l'apartheid. M. Haury fils, fils de M. Haury père, et président du Conseil communal arrose, quant à lui, le Conseil communal de propagande sud-africaine. Il n'y a pas de petite complicité.

ÀproPSO

NOUVELLES TECHNOLOGIES, RESTRUCTURATIONS :

Sans une solide qualification, sans les moyens d'une formation continue, vous serez NOMBREUX à n'être que le jouet des nouvelles techniques !

L'initiative fédérale **Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis** sera votée cette année.

Elle veut empêcher qu'une large catégorie de travailleurs/euses, mal ou non qualifiée, soit laissée à la merci des patrons.

Tel sera l'enjeu de la votation. Alors **nous avons besoin de TON soutien :**

Fr. 40 000.— pour une formation professionnelle et un recyclage garantis,

Fr. 40 000.— pour une campagne efficace en votation.

Versez au CCP du Comité d'action : CCP 80-31 368, Zurich.

Nous avons notre mot à dire sur notre formation et en voilà l'occasion !

La Commission jeunesse de l'Union syndicale suisse, sa Commission féminine aussi, ainsi que le Syndicat suisse des services publics, la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment se sont déjà tous prononcés en congrès pour le soutien de notre initiative.

TOI AUSSI, tu as ton mot à dire sur ta formation et toi aussi tu peux nous aider : ensemble, nous avons beaucoup à dire !

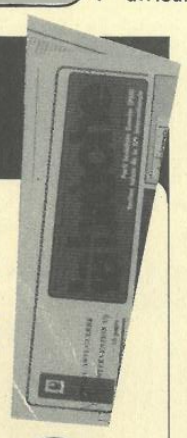
La pose d'affiches pour la votation nous coûte au moins Fr. 40 000.—.
Avec Fr. 20.—, tu finances une affiche !
Avec Fr. 40.—, tu en finances deux !

Aide-nous à payer ces affiches pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.
CCP 80-31 368 Zurich, Comité d'action.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
Revendications patronales : sans contrat, sans loi 1
POLITIQUE
Lait pour nourrissons : Nestlé pris en flagrant délit 3
Formation professionnelle à Genève : derrière la façade... 3
ARMÉE
Défilé militaire : l'armée envahit Neuchâtel 4
Crédits militaires et abolition de l'armée 4
FEMMES
Cinq ans de "droits égaux" : appliquer la loi ? Inutile ! 5
Capitalisme et crise 5
DOSSIER
CUBA : révolution et alimentation 6 - 7
NUCLÉAIRE
Après Tchernobyl : un flou "artistique" 8
Catastrophe de Tchernobyl : les plans du hasard 9
INTERNATIONAL
L'austérité en Belgique : les travailleurs résistent 10
Etat espagnol : chômage à la sauce internationale 10
À LIRE
Un livre de Margarete Buber-Neumann : Milena 11
L'ÉVÉNEMENT
AFRIQUE DU SUD : au dessus du gouffre 12

abonnez-vous



Abonnements à *La Brèche* :

une année, enveloppe ouverte	55.—
une année, enveloppe fermée	65.—
une année, étranger (Europe)	80.—
abonnement de soutien	100.—
abonnement d'essai (7 num.)	13.—
(au lieu de 17 fr. 50)	

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

ASSEMBLÉE PUBLIQUE
NYON, mercredi 11 juin, 20h15, Grande salle de la Croix-Verte
Quelles leçons tirer de l'accident de Tchernobyl ?
orateur : Robert Lochhead
org. : ASV/Nyon

"Les saisonniers aussi sont nos potes"
YVERDON, jeudi 12 juin, 20h30,
Théâtre de l'Echandole
le cinéaste italien de Bienne *Alvaro Bizzari*
présentera son film *Le revers de la médaille*
Entrée libre

YVERDON, ve 13 juin, dès 19h, Cure Catholique, 4, rue de la Maison-Rouge
Grande fête africaine
(musique, repas)
Org. des deux :
SOS Asile Nord-Vaudois et SOS Racisme Vaud

Samedi 14 juin
Journée du réfugié
stands ou fêtes dans les différentes villes

Cet ouvrage de 411 pages, préfacé par Jean Ziegler, regroupe des textes, des écrits et des correspondances de Sandino. Traduit à partir de la première édition faite au Nicaragua en 1981, ce livre comprend également une introduction de Sergio Ramiréz résumant les circonstances de la guerre de libération nationale.

Il est disponible au prix de 27 francs à Veritas Verlag, Postfach 355, 8031 Zurich.

Lait pour nourrissons :

NESTLÉ PRIS EN FLAGRANT DÉLIT

Le scandale des substituts du lait maternel, dont Nestlé contrôle **près de la moitié du marché dans les pays du tiers monde**, n'est de loin pas terminé. Nous en parlions récemment (*La Brèche*, No 363, 10 mai 1986) en présentant l'enquête de Jean-Claude Buffle à ce sujet (*N... comme Nestlé*, Editions A. Moreau). Or voici que la respectable Organisation mondiale de la santé (OMS) vient d'adopter, en assemblée générale, une résolution condamnant la distribution d'échantillons gratuits de substituts du lait maternel dans les maternités car *"seule une minorité de femmes ne peuvent pas allaiter leur bébé"*.

Les USA s'y sont opposés, refusant que l'OMS *"réglemente l'industrie du lait"*. La Suisse – qui avait pourtant voté pour le Code de 1981 sur la commercialisation des substituts de lait maternel – s'est abstenue (*24 Heures*, 19 mai 1986).

Ce Code de 1981, Nestlé a affirmé vouloir le respecter, dans le tiers monde notamment, **au moins depuis janvier 1984**. En voici la preuve !

* **En avril 1985**, des boîtes de lait Guigoz étaient en vente dans un centre de "shopping" de Kinshasa. Prix : 269.50 zaïres. A titre de comparaison, le salaire d'un enseignant zaïrois d'école primaire était alors de 600 zaïres par mois ! Ce produit, importé de Hollande via la Belgique, porte en réclame une photo d'enfant blanc **sans signaler** les risques d'interférence avec l'alimentation au sein maternel et **sans informer** des difficultés d'y revenir après avoir opté pour un produit de substitution.

* **Le 8 mars 1985**, deux photographies ont été prises au Pack'n Shop Stanley de Hong Kong. La première montre des céréales Nestum, qui sont trop

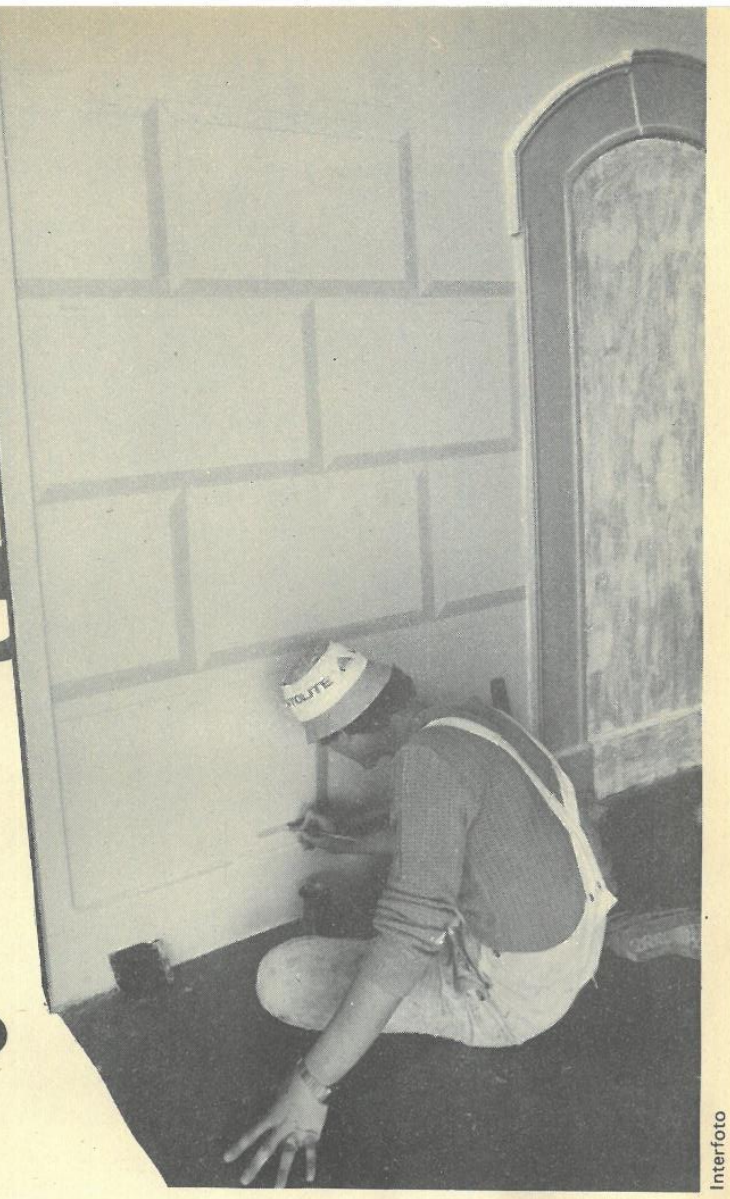
souvent données trop tôt aux nourrissons et produisent des interférences avec l'alimentation au sein. Ces céréales sont aussi couvertes par le Code international de 1981. La seconde montre des produits Cerelac, et c'est la même histoire que pour les produits Nestum.

"Les violations (du code, réd.) *continuent"*, conclut IBFAN (Réseau international des groupes d'action pour l'alimentation infantile, case 157, 1211 Genève 19) dans son bulletin de mai 1985, dont nous avons extrait ces informations.

POLITIQUE

Formation professionnelle à Genève :

Derrière la façade...



Interfoto

Genève fait figure de pionnier en matière de formation scolaire et professionnelle, c'est bien connu. Ce qui l'est moins par contre, c'est la situation réelle des apprenti(e)s. Derrière la façade apparaissent les failles dont les plus défavorisé(e)s sont les premiers à en faire les frais. L'exemple genevois, on va le voir, démontre la nécessité de notre initiative fédérale Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.

La réalité vécue par des milliers de jeunes, notamment les filles et ceux qui appartiennent aux catégories les plus défavorisées, ne cesse de se détériorer : on choisit de moins en moins sa profession, les filières proposées débouchent sur un avenir de plus en plus incertain, le contrôle déjà extrêmement limité de la qualité de l'apprentissage en entreprise ne cesse de s'assouplir, etc. Les possibilités de recyclage pour adultes sont toujours aussi inexistantes. Quatre éléments sont particulièrement préoccupants.

Glissement vers le bas

Les apprentissages en emploi accusent un glissement continu vers des formations de moindre qualité, rendant toujours plus difficile un éventuel recyclage et offrant des prestations inférieures à la moyenne (salaires, temps de travail) durant la carrière professionnelle ultérieure. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner le tableau ci-dessous. Les branches sont classées de 1 à 22 selon un ordre précis : les premières sont celles qui ont le plus perdu d'importance au cours de la période considérée (en o/o d'apprentis formés), les dernières sont celles dont le poids relatif n'a cessé de croître. Par ailleurs, nous avons indiqué en italique les catégories de formation de moins bonne qualité et qui ouvrent la voie à des professions offrant des prestations inférieures à la moyenne. On voit que les branches en italique sont plutôt regroupées en bas du tableau (leur part tend donc à croître).

Evolution des certificats d'apprentissage délivrés (1977-1985)

Professions	Effectifs			Pourcentages		
	77-79	80-82	83-85	77-79	80-82	83-85
(1) Hygiène (formations complètes)	13	8	8	0.9	0.5	0.4
(2) Métallurgie (formations rudimentaires)	*11*	*13*	*7*	*0.8*	*0.8*	*0.4*
(3) Aménagement-déco.	32	31	30	2.2	1.9	1.6
(4) Métallurgie (formations complètes)	231	201	228	15.8	12.1	11.9
(5) Industrie graphique	34	29	34	2.3	1.7	1.8
(6) Horlogerie	33	35	34	2.3	1.7	1.8
(7) Chimie	40	41	42	2.7	2.5	2.2
(8) Habits-cuir	*14*	*13*	*15*	*1.0*	*0.8*	*0.8*
(9) Bâtiments (formations complètes)	91	69	100	6.3	4.2	5.2
(10) Automobile (formations complètes)	77	81	87	5.3	4.9	4.5
(11) Ameublement	33	37	40	2.3	2.3	2.1
(12) Hôtellerie	*45*	*56*	*58*	*3.1*	*3.4*	*3.0*
(13) Artisanat graphique	*15*	*20*	*20*	*1.1*	*1.2*	*1.0*
(14) Agriculture	*65*	*82*	*86*	*4.5*	*4.9*	*4.5*
(15) Alimentation	*30*	*47*	*43*	*4.5*	*4.9*	*4.5*
(16) Vente	*146*	*190*	*207*	*10.0*	*11.4*	*10.8*
(17) Commerce (formations complètes)	303	338	447	20.8	20.4	23.3
(18) Bâtiment (formations rudimentaires)	*56*	*70*	*83*	*3.8*	*4.2*	*4.3*
(19) Hygiène (formations rudimentaires)	*119*	*188*	*203*	*8.2*	*11.3*	*10.6*
(20) Automobile (formations rudimentaires)	*26*	*34*	*46*	*1.8*	*2.0*	*2.4*
(21) Police	7	18	16	0.5	1.1	0.8
(22) Commerce (formations rudimentaires)	*35*	*60*	*85*	*2.4*	*3.6*	*4.4*

Sources : calculs établis à partir des *Annuaires Genevois de l'Education* (1977 à 1984) ; pour 1985, résultats des CFC publiés dans la presse. La ventilation des professions selon deux catégories de formation (bonne et moins bonne qualité) s'inspire de la méthode utilisée par la commission "formation professionnelle" des organisations syndicales enseignantes.

Les écoles privées en expansion

La liberté de choix en matière de formation professionnelle est limitée non pas par la "réalité économique", mais par le marché de la formation. Ainsi la répartition des places ne correspond ni à la demande des jeunes, ni même aux exigences à moyen et long terme d'une "économie en mutation". En privilégiant les besoins des petits patrons, elle sacrifie les intérêts des apprentis, notamment l'aspiration à une formation de base suffisamment large. On retrouve ce constat dans le très officiel *Annuaire Statistique de l'Education* (1985) : *"... l'offre de place dans toutes les professions souhaitées ne paraît pas suffisamment large pour que les élèves à l'issue du Cycle, puissent ou veuillent entrer dans une formation en emploi sans une scolarisation préalable, à l'ECG et à l'ESC notamment."*

La formation professionnelle en école privée est en pleine expansion. Elle concerne pas moins de 1188 élèves en 1985, dont 66,5 o/o de filles (82 o/o de filles dans les professions du commerce ; 97 o/o dans celles de l'hygiène et des soins corporels). C'est aussi dans les formations privées de coiffeuses et d'esthéticiennes que l'on retrouve la plus forte proportion de jeunes filles de la "classe inférieure" (familles d'ouvriers et d'agents subalternes), soit 43 o/o, alors que cette catégorie sociale représente environ un tiers de la population scolaire du canton. Paradoxe donc, puisque les plus défavorisé(e)s en viennent à payer pour une formation non reconnue, en école privée, faute de possibilités de formations publiques ou en emploi.

Les formations professionnelles publiques en école à plein temps représentent déjà 20 o/o des apprenti(e)s, si l'on tient compte des élèves de l'Ecole de Commerce qui obtiendront le certificat de capacité. Il existe donc bien une filière publique importante. Mais à qui est-elle destinée en priorité ? Aux garçons et aux enfants de la "classe moyenne et supérieure" : on y trouve en effet 25 o/o de filles et 23 o/o d'apprenti(e)s de la "classe inférieure" (rappelons qu'ils/elles sont 33 o/o dans l'ensemble du système scolaire genevois). Une formation pour une élite, ceci d'autant plus que les élèves n'y reçoivent aucun salaire, ne répondant pas aux besoins des plus défavorisé(e)s.

Un débat clarificateur

Trois fédérations syndicales, la FOBB (bois et bâtiment), le SLP (livre et papier) et le SSP-VPOD (services publics) ont déjà affirmé leur soutien à l'initiative. Les commissions "femmes" et "jeunesse" de l'Union syndicale ont fait de même. La FTMH (métallurgie et horlogerie) y est opposée. Mais revenons sur ses arguments, qui ont certainement inspiré la position de plus d'un parlementaire socialiste et syndicaliste au Conseil national. Ils tirent apparemment leur légitimité d'une position récente de l'Union syndicale en faveur du système des "trois piliers" (école, cours d'introduction et entreprise) (voir *La Brèche*, No 351, 2 novembre 1985). Le document de l'Union syndicale parle pourtant de cours d'introduction combinés financés par l'Etat et les patrons, hors entreprise, représentant un tiers du temps total de formation : cela représenterait aujourd'hui quelque 60 000 places (soit six fois plus que ne propose l'initiative !). Comprenne qui pourra.

Nos contradicteurs brandissent aussi la question des coûts : 2 milliards pour le Conseil fédéral, 3 milliards pour le service de presse de l'Union syndicale et 4 milliards pour le démocrate-chrétien valaisan Darbelley... Il s'agit en fait de 800 millions (dont 540 millions à charge des patrons), si l'on reprend les calculs du Conseil fédéral pour l'essentiel, mais sans imputer la totalité des coûts de construction à chaque année de fonctionnement comme le font nos "Sept Sages".

Interfoto

L'ARMÉE ENVAHIT NEUCHÂTEL!

Les 18 et 19 juin, *"des journées militaires"* sont organisées au cœur même de la ville de Neuchâtel, sous prétexte de fêter le vingt-cinquième anniversaire de la Division de campagne 2. On y trouve des militaires de tous les cantons romands, de Genève jusqu'à Soleure !

Plus de 10 000 voitures devraient amener les fanatiques du gris-vert qui en auront pour leur argent : pendant deux jours, de 10h à 21h, des démonstrations de la quasi-totalité du matériel de l'armée suisse sont prévues ; les chars manœuvreront sur des places ; le public sera invité à se déplacer dans des blindés, à prendre part à des tirs d'artillerie sur simulateurs, à traverser les ponts construits pour l'occasion. Le Service Complémentaire Féminin (SCF) montrera ses pigeons ; les troupes du génie construiront une place de jeu pour les enfants. La démagogie et l'endoctrinement sont sans limites !

Rambo c'est Mon-fort !

Toutes ces démonstrations se termineront par un grand défilé à faire baver d'envie plus d'un gouvernement voué au caporalisme : sur la principale avenue de Neuchâtel passeront l'infanterie, l'artillerie blindée et les chars, le tout survolé par les avions qui largueront des bombes, tireront des roquettes dans le lac. Bref, Rambo s'est "dégonflé" et n'est pas allé à Cannes ; mais ses émules suisses "gonflent" les muscles dans un festival de militarisme. Non seulement des films seront projetés en permanence, mais dans un *"message de bienvenue"*, le divisionnaire Montfort explique que ces journées militaires sont destinées à ceux qui doutent des possibilités de l'armée suisse dans des conflits tels que les montrent les films de guerre.

Le metteur en scène de tout ce cinéma dans des décors réels, précise : *"Ce que nous voulons, c'est montrer le plus possible de notre équipement, et montrer surtout comment la troupe s'en sert et avec quelle efficacité elle est capable de l'engager. D'où la nécessité de mettre la Division dans la ville même, au milieu de la population. C'est un effort vers une meilleure compréhension."* Il reconnaît donc lui-même que la population comprend mal cette débauche de matériel militaire. En fait, ce que veulent ces officiers, c'est imposer la présence militaire partout, dans les villes comme dans la société.

Interfoto

Couché, au pied "Conseil d'Etat" !

Bref, Neuchâtel sera transformé en une "ville au pas cadencé" pour reprendre les titres de *L'Impartial* du 20 janvier et du 24 avril 1986. Ceci n'est qu'une étape pour le Département militaire fédéral (DMF) : des occupations analogues ont déjà eu lieu au Tessin et à Zurich ; en 1987, ce sera au tour de Lausanne d'être envahi.

Le durcissement de la politique du DMF depuis la fin des années soixante-dix s'est aussi manifesté par le règlement de service qui introduit la garde armée en 1980, par les activités du sinistre Mabillard qui dirige "l'instruction" en exigeant des efforts physiques toujours plus durs. Dans le même esprit, il considère les journalistes comme des *"ennemis potentiels"*. Pour ne prendre qu'un exemple de ce retour aux méthodes prussiennes, on peut citer la marche de la fin de l'Ecole de recrues à Colombier : il y a dix ans, elle ne dépassait guère 40 kilomètres. Cette année, c'est une marche de 100 kilomètres dans des conditions pénibles qu'ont dû endurer les jeunes soldats.

Mais pour pouvoir organiser cette occupation, le divisionnaire Montfort souligne qu'il a pu bénéficier de *"la disponibilité immense des autorités cantonales et communales de Neuchâtel. Il n'est pas évident d'accepter de fermer pratiquement une ville pendant 48 heures lorsqu'un militaire en émet la suggestion"* (*Le Courrier*, 22 janvier 1986).

En effet, la servilité des autorités "civiles" à l'égard du DMF est particulièrement flagrante : le conseiller d'Etat Cavadini, libéral, dirige à la fois le Département militaire et celui de l'Instruction publique. Ainsi presque toutes les écoles du canton seront fermées pour que les élèves assistent à la parade. De plus, les dégâts matériels aux installations publiques seront importants. Selon certaines informations actuellement invérifiables, l'armée prévoit de dépenser plus d'un million pour réparer les revêtements des avenues dévastés par les chars.

La taupe pour la paix

Si l'armée n'avait plus osé organiser de défilé à Neuchâtel depuis 1972, c'est parce que les deux derniers défilés militaires dans les deux grandes villes du canton avaient provoqué des contre-manifestations "perturbatrices".

A Neuchâtel, les jeunes qui avaient osé faire un sit-in devant les véhicules gris-vert furent tabassés par la police et les spectateurs. Actuellement, le DMF voudrait faire la preuve que plus personne n'ose le contester comme dans les années soixante-dix. Mais ce défilé est loin de faire l'unanimité dans la population : nombreux sont ceux qui sont surpris ou choqués par cette escalade dans la militarisation de la société.

Le Comité pour la paix a recommencé ses activités en raison de cette provocante démonstration : les badges qu'il diffuse se vendent "comme des petits pains". De nombreuses activités sont prévues : films, conférence avec l'amiral Sanguinetti, et surtout une **manifestation le samedi 14 juin à 15h.** La fin de l'occupation sera célébrée par une **Fête pour la paix** le samedi 21 juin à 20h à la Cité universitaire. Décidément, messieurs les galonnés, il vous faut reconnaître que, malgré vos Leopard, vos Alouette et les pigeons du SCF, les taupes sont toujours là pour miner vos projets. Elles creusent d'autres galeries qu'en 1972, mais vous n'avez pas réussi à les étouffer... et plus de 100 000 vont signer l'initiative Pour une Suisse sans armée !

Jules Graber

CRÉDITS MILITAIRES ET ABOLITION DE L'ARMÉE

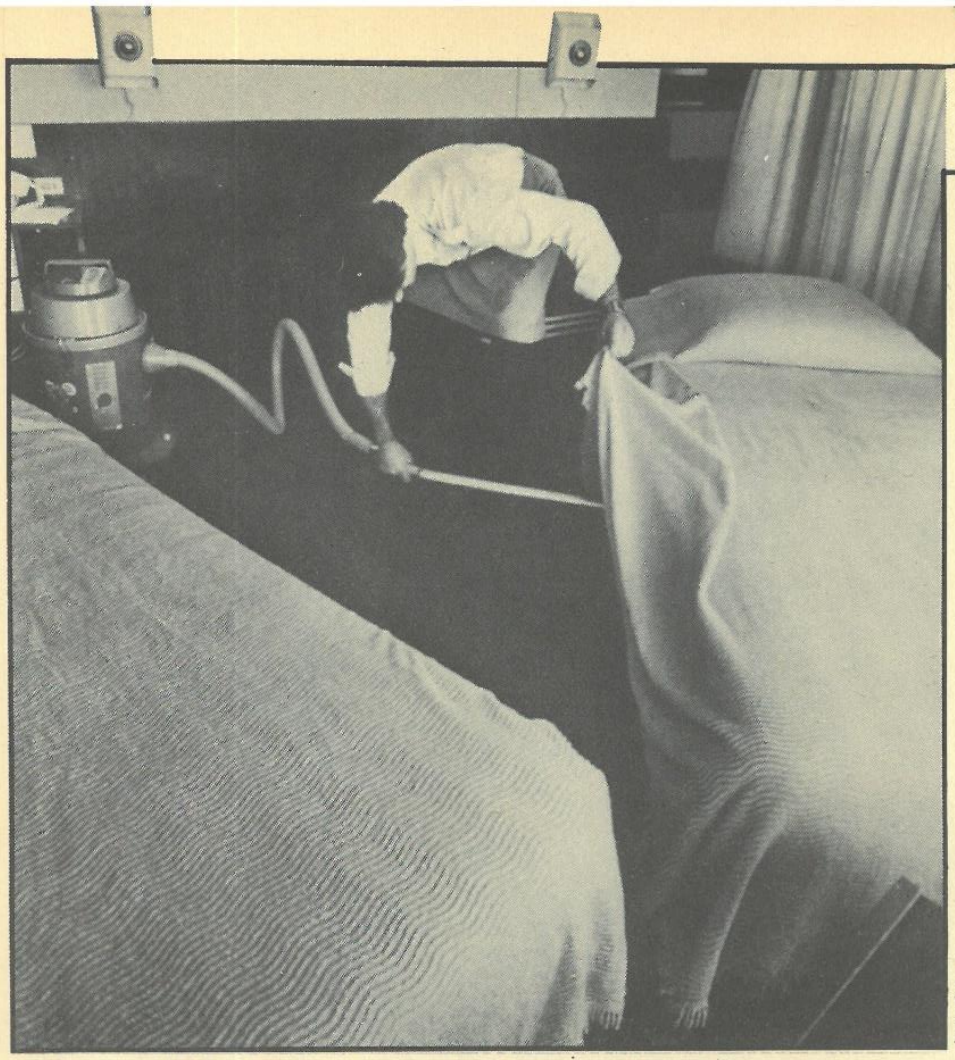
En disant "catégoriquement non" au droit de référendum sur les crédits militaires, le Conseil fédéral a mis les choses au clair. L'armée ne saurait être soumise aux droits démocratiques et l'Etat-major ne veut pas qu'on discute de ses affaires.

Le PSO avait sauvé l'initiative du Parti socialiste pour ce droit de référendum sur les crédits militaires. Deux raisons nous y avaient conduits : dans le cadre même des droits démocratiques formels, les citoyen(ne)s devraient avoir le droit de décider des dépenses militaires ; c'est une occasion de manifester clairement notre opposition à la politique budgétaire et militaire du gouvernement, notre opposition à l'armée. Le PSS est d'accord avec la première, pas avec la seconde, parce qu'elle rejoint les visées de l'initiative pour l'abolition de l'armée (Pour une Suisse sans armée).

La bourgeoisie le sait et souhaite donc que l'initiative Pour une Suisse sans armée n'aboutisse pas. Mais elle fait aussi pression sur le PSS pour qu'il retire la sienne, en lui rappelant avec insistance qu'elle *"comporte une clause de retrait"* et que les initiants finiront peut-être par comprendre qu'ils *"devraient investir leurs forces et leurs moyens de manière plus sensée"* (*Luzerner Neuesten Nachrichten*, 9 mai 1986).

En réalité la bourgeoisie redoute un succès du droit de référendum sur les dépenses militaires. Le programme d'armement a atteint de telles proportions qu'un conseiller national radical et officier comme Willy Loretan, Argovien, explique lui-même que *"les problèmes financiers du programme d'armement se poseront avec acuité à la fin de cette décennie"*. Ce n'est pas pour rien que le spécialiste militaire Marcel H. Keiser s'était inquiété, dès le dépôt de l'initiative, de la mise en question de la défense nationale : *"En tout cas, la charpente se met à craquer"*, écrivait-il dans la *Weltwoche* (15 juin 1983).

C'est donc par peur de voir "craquer la charpente" que le Conseil fédéral et la hiérarchie militaire exercent une telle pression pour que le PSS se rétracte. Il s'agit, sans tarder, de susciter une pression inverse ! L'une des possibilités de le faire, est de faire aboutir maintenant l'initiative Pour une Suisse sans armée. 120 000 signatures pour l'abolition de l'armée — qui doivent être déposées en août au plus tard — seraient une gifle pour l'Etat-major, quoi qu'il en soit. Or il manque moins de 20 000 signatures pour arriver au terme, alors allons-y !



Interfoto

Cinq ans de "droits égaux" :

Appliquer la loi? Inutile!

L'article de la Constitution sur l'égalité entre hommes et femmes, adopté voici cinq ans (14 juin 1981), s'appliquait notamment aux domaines de l'éducation, de la formation et du travail. La réalité, en cinq ans, n'a cependant guère changé.

Au début de cette année, le *Bulletin de la Commission fédérale féminine* (I/86) a publié les résultats d'une enquête VOX qui exprime bien ce que les gens attendent du principe de l'égalité des droits. Près de la moitié des personnes interrogées, hommes et femmes, pensent que l'égalité devrait être réalisée d'abord dans le droit au travail. Un peu plus du quart (26 o/o), avec une proportion plus forte des femmes, met en seconde position l'égalité dans la formation, notamment l'ouverture des mêmes branches pour toutes et tous. Puis viennent l'égalité en matière de sécurité sociale et, en ultime position (3 o/o des personnes interrogées !), l'intégration des femmes à la défense nationale.

Mais pour le Conseil fédéral et sa majorité bourgeoise, les priorités mises depuis cinq ans dans la réalisation des "droits égaux" sont d'abord l'intégration à la défense nationale puis la retraite élevée à 65 ans pour tous et toutes ! Une véritable marche à reculons, à rebours des besoins des femmes et des espoirs suscités par la votation de 1981.

Pourtant les femmes travaillent...

A première vue pourtant, l'accès à une formation professionnelle a lentement progressé pour les femmes depuis quarante ans. En 1934, 19 o/o des femmes suivaient un apprentissage, elles étaient 35 o/o en 1972 (*Almanach der Schweiz 1980*). Le Fonds national de la recherche scientifique, dans son étude *Education et vie active*, constate ce lent changement :

Age :	25-34	35-44	45-54	55-62
form. supér.	14 o/o	13 o/o	7 o/o	6 o/o
form. prof.	55 o/o	49 o/o	43 o/o	36 o/o
scolar. obligat.	31 o/o	38 o/o	50 o/o	58 o/o

Si la nouvelle génération des femmes acquiert davantage une formation professionnelle, il n'en reste pas moins que **près d'un tiers des femmes aujourd'hui encore ne dépasse pas le niveau de la formation scolaire obligatoire.** Pour un pays industrialisé "développé", il n'y a pas de quoi pavoiser après un siècle d'école obligatoire !

Des formations en "bas de gamme"

Quand on regarde de plus près dans quels domaines les femmes suivent une formation professionnelle, on retombe sur les mêmes cinq professions déjà citées depuis des années. **Sept femmes sur dix** sont concentrées dans les professions de bureau, commerce, vente, soins corporels et hôtellerie. Un univers professionnel qui n'est que le **prolongement des tâches traditionnelles assignées aux femmes dans la famille :** servir, soigner, gérer, éduquer. Un univers étriqué, toujours en "bas de gamme".

Dans ces professions, les apprentissages sont en général des formations **courtes,** conduisant à des qualifications moindres. Sur l'ensemble des apprenti(e)s, les femmes représentent 65 o/o des effectifs en 1re année, 62 o/o en 2e année, 52 o/o en 3e année et... 8,5 o/o seulement en 4e année !

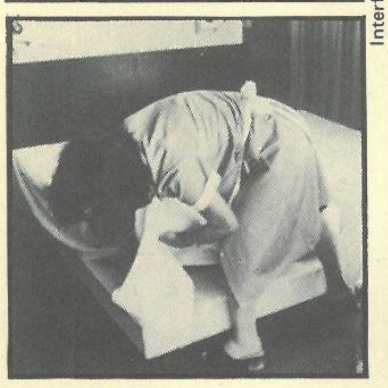
Tous les cantons, chargés depuis maintenant cinq ans d'appliquer l'égalité des droits en matière de formation, le savent :

* *"Une bonne formation de base pour les femmes est indispensable pour construire des rapports de partenaires entre hommes et femmes et favoriser la réalisation du postulat d'égalité dans les domaines du choix professionnel."* (Commission extraparlementaire du Grand Conseil bernois, août 1985.)

* La commission d'étude sur la condition féminine en Valais note que le nombre de femmes ayant acquis une formation est inférieur de 20 o/o à celui des hommes. *"Les Valaisannes choisissent des études plus courtes, des branches traditionnellement "féminines", moins axées sur une carrière ou sur la promotion sociale."* (*La Suisse*, 27 avril 1986.)

* L'Association neuchâteloise pour les droits de la femme a remis un volumineux dossier au Conseil d'Etat sur la situation des femmes dans le canton. *"La plupart d'entre elles restent pourtant confinées dans les formations courtes et traditionnellement considérées comme spécifiquement féminines."* (*L'Impartial*, 27 avril 1986.)

* A contrario, signalons un seul exemple, celui du Bureau de la condition féminine du Jura, qui a publié une brochure *(Pourquoi une formation professionnelle, quelle formation choisir ?)*. Diffusée dans toutes les classes en fin de scolarité, elle interpelle les filles comme les parents : *"Pourquoi pas devenir électricienne, serrurière, graphiste, menuisière, mécanicienne, carreleuse, fromagère, etc. ?"*

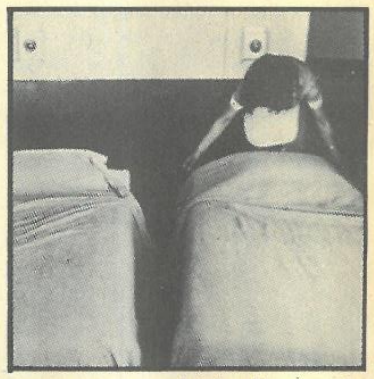


Interfoto

Le provisoire qui dure

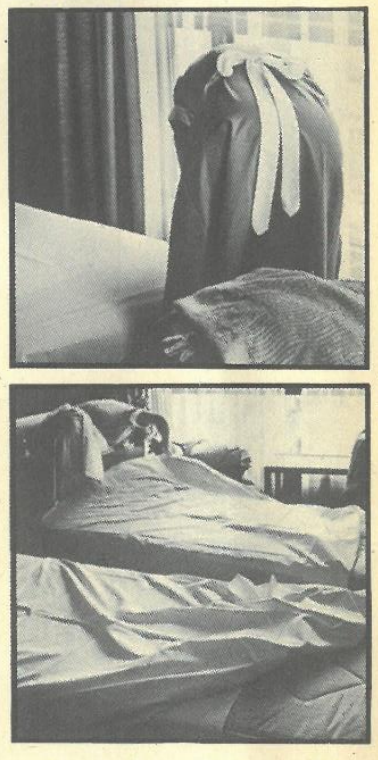
La conséquence immédiate de l'absence de formations qualifiées pour les femmes est qu'elles se retrouvent, en fin de formation obligatoire, acculées à des "solutions provisoires" qui souvent durent des années. L'Office cantonal pour l'orientation professionnelle du canton de Berne a mené une enquête auprès de 12 547 jeunes en fin de scolarité : 80 o/o des garçons suivent un apprentissage ou une école moyenne, mais seulement 57 o/o des filles. Dans les "solutions provisoires" (10e degré, séjour de langue, poste de travail sans formation), on retrouve 20 o/o des garçons **et 43 o/o des filles.** Et les filles immigrées sont en proportion encore plus forte dans cette catégorie.

Depuis le temps que ces discriminations sont connues et étudiées, on sait aussi comment y remédier. De la garantie des mêmes programmes pour filles et garçons durant toute la scolarité jusqu'à des campagnes spéciales d'embauche de femmes dans des professions qualifiées, avec quotas d'embauche (une "discrimination positive", pour renverser la tendance), les gouvernements cantonaux auraient mille et un moyen d'appliquer... la loi, somme toute !



Interfoto

Mais les cantons, comme le Conseil fédéral et leurs majorités bourgeoises, s'en moquent. Ne viennent-ils pas encore de répéter que "tout va bien" en matière de formation professionnelle et que l'initiative du PSO pour des ateliers publics de formation, ouverts à tous et toutes, est inutile, voire même dangereuse ? Ces ateliers offriraient **en pratique** la possibilité d'une formation qualifiée pour les filles ou pour les femmes qui veulent retravailler.



Interfoto

Dans la Suisse "libre et démocratique", il est toujours bon de voter des principes, mais les appliquer est inutile, ou même dangereux...

Suzanne Favre

CAPITALISME ET CRISE

BRÉSIL : 65 o/o DANS LA MISÈRE

"65 o/o des Brésiliens vivent dans la misère ou la pauvreté. La misère se définit au Brésil par l'impossibilité de satisfaire les besoins alimentaires. Un tiers des familles sont dans ce cas-là : leur revenu est inférieur à un salaire minimal de 804 cruzeiros (100 francs) par mois. Quant à la pauvreté, c'est l'impossibilité d'acheter des biens autres qu'alimentaires. Un quart des familles sont dans cette situation. Les deux chiffres additionnés englobent 65 o/o de la population." (*Le Monde*, 18 avril 1986.)

Ce diagnostic se trouve dans un rapport officiel dressé par le sociologue et politologue Helio Jaguaribe qui dirige l'Institut d'études politiques et sociales de Rio de Janeiro. Il ajoute aussi : *"Si le pays continuait de croître à une moyenne de 6 o/o par an sans rien changer de ses structures sociales, il aurait à la fin du siècle un PNB supérieur à celui du Canada, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, mais avec le même taux de misère qu'aujourd'hui et avec 20 o/o de chômeurs."*

Pas étonnant lorsque l'on sait que *"1 o/o des Brésiliens disposent d'autant de revenus que les 50 o/o les plus pauvres."* Belle illustration de la validité des théories de Delfim Neto, exgourou de l'économie sous le régime militaire, qui prétendait qu'il suffisait "d'augmenter le gâteau" pour qu'ensuite le partage s'effectue ! Le résultat de ces arguties se traduit maintenant, au Brésil (et ailleurs), par une misère et une pauvreté effrayantes. Si dans les années qui viennent l'offre alimentaire n'augmente pas de 40 o/o au moins, *"nombre de Brésiliens continueront de mourir de faim."* Le "miracle" brésilien n'a décidément pas le même goût pour tout le monde.

Burke

Dans les pays du tiers monde, la faim, la sous-nutrition – et parfois la famine, comme dans certains pays d'Afrique – est une règle. Ce n'est point la rareté de biens alimentaires qui en est à l'origine. C'est l'insuffisance du revenu – à cause du chômage, du manque de terre pour les paysans – qui rend inaccessible (inachetable) la nourriture.

Un des premiers acquis d'une révolution est d'accroître les revenus (création d'emplois, réforme agraire). Mais, cette augmentation globale des revenus pose alors un autre problème : comment répondre à la nouvelle demande et assurer un accès plus égalitaire (en quantité et qualité) à la nourriture. Le problème est encore plus ardu, quand la révolution doit faire face à la fois au passif de sa dépendance alimentaire plus ou moins ancienne envers les pays dominants (importations importantes d'aliments) et à une attaque (militaire, commerciale, financière) de la part de l'impérialisme. Alors se pose le problème du **rationnement**; *non pas comme la seule expression d'une rareté relative des produits, mais aussi comme l'introduction d'un effort égalitaire face aux difficultés.*

Depuis 1983, au **Nicaragua** *le problème se pose. A* **Cuba** *– dans des conditions très différentes et qui ne peuvent ou ne doivent être répétées au Nicaragua (nationalisation du petit commerce, etc.) – une expérience essentielle a été faite pour assurer une alimentation adéquate à un peuple. Dans ce dossier, nous voudrions simplement décrire le contenu social des mesures de rationnement alimentaire à Cuba.*

Les auteurs américains de cette étude – qui a duré plusieurs années et s'est conclue en 1983 – ont parcouru tout le système alimentaire cubain. Ils en rendent compte dans un livre fort intéressant No Free Lunch. Food and Revolution in Cuba today[1]*, dont nous publions ici quelques extraits d'un chapitre. Ils enregistrent l'ensemble des acquis sociaux, culturels de la révolution et indiquent que "nous croyons que les libertés politiques à Cuba n'ont pas été échangées contre le droit de manger, mais que les limites existantes sont en grande partie la conséquence d'une hostilité soutenue et de tentatives répétées de subversion de la part des Etats-Unis."*

Ce dossier sur le rationnement à Cuba – pays qui, il y a 25 ans, rejetait une invasion soutenue par les Etats-Unis – ne peut être détaché des constats faits ces jours-ci aux Etats-Unis : le nombre de gens souffrant de la faim dans ce paradis du libéralisme ne cesse de croître et "des millions de gens qui devraient recevoir une aide alimentaire ne peuvent en bénéficier". La raison pour laquelle ils ont faim ne réside pas dans leur "manque de connaissances (comme le dit Reagan), mais dans leur manque de revenu", souligne le directeur du Centre de recherche et d'action sur l'alimentation de Washington[2].

Le rationnement (distribution de rations limitées) des biens alimentaires n'est pas le propre d'un système politique ou d'un autre. Il y a des pays socialistes sans rationnement (Hongrie, Yougoslavie, Allemagne de l'Est, Bulgarie...) et des pays capitalistes qui l'ont introduit. Aujourd'hui, on peut trouver un système de rationnement dans des pays aussi différents que la Chine, le Bangladesh, la Birmanie, l'Egypte, le Pakistan, le Nicaragua et la Pologne. Il y a eu des cartes de rationnement pour les aliments en Europe et aux Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale.

QUELLE RATION, POUR QUI ?

Mais il y a des **différences dans les diverses manières de rationner la nourriture.** Une des différences majeures réside dans qui (quelle personne) le système de rationnement incorpore. Certains systèmes ont pour fonction de favoriser tel ou tel secteur social. Par exemple, en Birmanie et au Bangladesh, le rationnement favorise les employés du gouvernement et les militaires. Le système cubain est le plus étendu dans le sens qu'il intègre tout un chacun, indépendamment de son travail, lieu de résidence ou revenu.

Qu'est-ce qui est rationné, voici une autre question importante pour l'établissement d'un système de rationnement. La plupart des pays sélectionnent un produit ou un autre (généralement les grains de base, céréales ou riz, haricots noirs) à rationner. Afin d'abaisser les prix, les gouvernements choisissent la nourriture **la moins désirable,** ainsi les riches *"s'élimineront d'eux-mêmes du programme".* En fait, l'Agence pour le développement international (AID), américaine, dans une étude consacrée à la politique de subsides aux prix des biens alimentaires, recommande que les gouvernements optent pour *"un aliment de bas niveau, qui soit largement consommé par les pauvres, mais n'ait pas la préférence des personnes relativement aisées. Si plusieurs qualités ou types de nourriture sont à disposition, la qualité la plus médiocre doit être sélectionnée."* De tels programmes, tout en aidant à remplir le ventre des pauvres, renforcent les différenciations de classe.

Le système cubain ne sélectionne pas un ou deux des aliments les moins désirés pour les mettre sur une carte de rationnement. Il inclut, au contraire, tous les aliments considérés comme essentiels pour le régime alimentaire. A la différence de beaucoup d'autres pays, il s'est refusé à utiliser le rationnement comme un moyen de renforcer les distinctions entre la consommation des riches et des pauvres. Au contraire, le rationnement a été utilisé pour réduire le fossé.

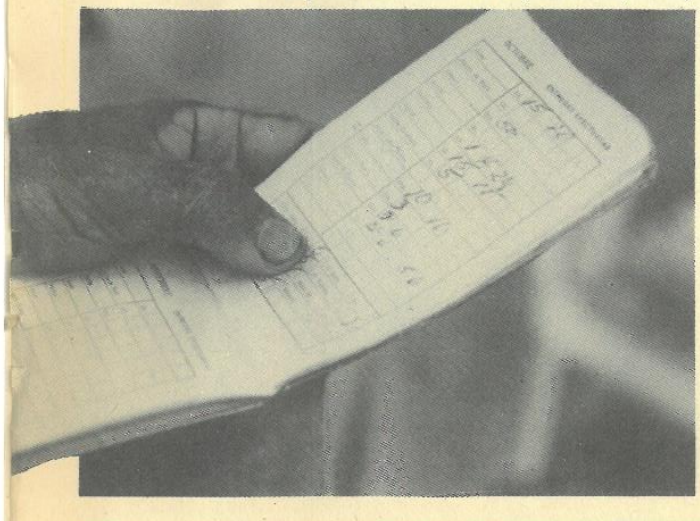
LA LIBRETA...

Les carnets de rationnement *(libretas)* sont distribués chaque année à chaque ménage. Chaque ménage choisit le magasin où il veut faire ses achats et s'inscrit dès lors auprès de l'Office national de rationnement (OFICODA), afin que sa ration soit envoyée à ce magasin. Le ménage doit continuer à acheter au même endroit. Si pour une raison ou une autre, les membres du ménage (foyer) veulent changer de magasin – un autre est plus commode, ils détestent le gérant de l'épicerie –, ils peuvent reprendre contact avec l'Office de rationnement et se faire enregistrer auprès d'un autre détaillant. Un ménage doit aussi se réenregistrer s'il change de quartier. Il doit indiquer auprès de l'OFICODA les changements intervenus dans le ménage – naisance, mariage, décès, etc... pour que sa ration soit modifiée en conséquence.

Tous les magasins sont étatisés. Le contrôle étatique du commerce privé commença immédiatement après la révolution... contre les commerçants engagés dans la spéculation et l'accaparement. Ensuite, le gouvernement nationalisa tous les commerces appartenant aux Américains ou aux Cubains ayant quitté le pays. L'expropriation des 55 600 petits commerces qui restaient – qui captaient environ un tiers de la vente au détail – fit partie de ladite "offensive révolutionnaire" de 1968.

Les prix pour les aliments rationnés sont restés bloqués depuis le début des années soixante... jusqu'en 1981. Ils ont été alors augmentés modestement. Mais, même les nouveaux prix sont bas. Les prix sont uniformes dans tout le pays, indépendamment de la grandeur du magasin, de la distance pour le transport des biens. Il n'y a donc pas de raison de "faire les magasins" pour tomber sur une bonne occasion !

Chaque membre du ménage a droit à une ration alimentaire fixe consistant, pour l'essentiel de riz, haricots, huile, saindoux, sucre, sel, café, viande, poulet, savon... plus une quantité variable de fruits et légumes selon l'approvisionnement. Certains groupes ont droit à des "extras" selon leurs besoins spécifiques.



Tous les enfants en dessous de 7 ans reçoivent un litre de lait frais par jour; ceux en dessous de 2 ans se voient attribuer 20 pots de compote de fruit par mois. Les personnes de 65 ans et plus peuvent acheter jusqu'à six boîtes de lait entier en poudre par mois. Les travailleurs ayant des emplois particulièrement fatigants et/ou dangereux, comme les mineurs, les coupeurs de canne *(macheteros)*, et les athlètes des équipes nationales, ont droit à des rations supplémentaires. Lors de la saison de la coupe de la canne à sucre, les *macheteros* reçoivent des portions alimentaires d'une valeur de 5000 calories (plus du double de ce qui est alloué sur la *libreta*). Enfin, il y a de nombreuses rations spéciales (appelées *dietas*), sur prescription médicale. Ceci permet des achats particuliers pour les femmes enceintes, les enfants à petit poids ou les personnes souffrant de diverses maladies telles que diabète, ulcère, anémie.

... ET AUSSI LE RESTE

Le total des aliments inclus dans la *libreta* fluctue selon les années, reflétant la situation économique du pays. Lors du conflit entre la Chine et Cuba – la Chine interrompit ses livraisons de riz en 1966 –, la ration de riz diminua de six livres *(une livre : 453 grammes, réd.)* à quatre livres par mois. Elle fut rétablie à six livres au début des années soixante-dix, et, en 1976, elle fut réduite à cinq livres à cause de la sécheresse et des coûts croissants des importations. L'approvisionnement de fruits et de légumes dépend des conditions climatiques : les fortes pluies de 1983 ont provoqué d'importantes inondations qui détruisirent une part importante de la production de légumes. Ceci provoqua une coupe sévère dans les rations.

Certaines approches des statistiques sur le rationnement à Cuba peuvent aboutir à la conclusion comme quoi la situation alimentaire s'est détériorée. Par exemple, Carmelo Mesa-Longo, de l'Université de Pittsburgh, auteur de nombreux livres sur Cuba, compare le montant des rations de 1962 avec celui de 1978-1979. Il trouve qu'en 1978-1979, les *"quotas de 14 biens étaient plus réduits, deux étaient identiques et seulement trois étaient plus élevés".* Il en conclut que *"le rationnement en 1978-1979 était plus sévère qu'en 1962."*

Des affirmations de ce type sont trompeuses pour deux raisons. La première, parce que, initialement, les chiffres indiqués sur la *libreta* étaient "gonflés", dans la mesure où le produit alloué n'était pas toujours disponible. Maintenant, depuis plusieurs années, l'approvisionnement est généralement suffisant. Deuxièmement, la conclusion de Mesa-Longo ignore le fait que de nombreux biens alimentaires rationnés existent en quantité et peuvent aussi être achetés **en dehors** de la ration de base. Par exemple, la ration de lait en poudre a diminué de moitié. Mais à disposi-

ÉCHANGE TON CIGARE

"Les adultes nés avant 1955 ont droit à trois paquets de cigarettes par mois et les adultes mâles, nés avant 1955, ont aussi droit à quatre cigares. La limite "né avant 1955" a été instaurée en 1971, lorsque le gouvernement a décidé de décourager la population de fumer, en décidant que seuls ceux qui avaient plus de 16 ans à cette date seraient pris en considération pour le rationnement des cigarettes. Le prix des cigarettes rationnées est cinq fois inférieur aux cigarettes qui peuvent être achetées en dehors du système de rationnement.

"Comme pour la nourriture des enfants, l'allocation des cigarettes illustre un fait : la ration ne prend pas en considération les goûts individuels ou les habitudes. Un mois vous pouvez recevoir deux paquets de cigarettes avec filtre, un paquet sans filtre et quatre cigares. Et si vous n'aimez pas les "avec filtre" ? Ou bien si vous ne fumez pas du tout ? Et si vous fumez seulement des cigares ? Evidemment, vous n'êtes pas obligés d'acheter tout ce qui est inscrit sur votre *libreta*. Mais tous les Cubains achètent tous les articles et font des échanges compliqués (jusqu'à trois ou quatre fois) avec leurs voisins, jusqu'à ce que tout le monde ait ce qu'il désire ! En fait, ce qui constituait un défaut dans le système s'est converti en un processus important d'interaction sociale."

tion de l'acheteur/euse il y a du lait frais (en plus de celui rationné et assuré). Ainsi, il peut très bien y avoir une diminution du total des biens alimentaires inclus sur la *libreta* et, simultanément, une croissance de la consommation.

Actuellement, il faut avoir à l'esprit que pour la vaste majorité des Cubains la *libreta* ne constitue qu'une partie de leur alimentation quotidienne. Le reste est acheté hors et en plus des produits assurés par le rationnement. Ceci a permis d'accroître et de diversifier l'alimentation quotidienne des Cubains. Un nombre important de "sources" de protéines et de calories – les œufs, les spaghetti, le poisson et le beurre – ont été "libérés" et peuvent maintenant être achetées dans des quantités non limitées, essentiellement à bas prix (et le pouvoir d'achat existe).

À LA BODEGA AVEC LES GARCIAS

Les *Garcias* représentent une famille typique composée de cinq personnes : *Jorge* et *Carmen ;* leurs deux enfants, *Pablo* et *Mariana,* de quatre et un an et la grand-mère *(l'abuela). Carmen* comme *Jorge* travaillent hors de la maison et ont un revenu de 368 pesos. La grand-mère, une enseignante à la retraite, reçoit une pension mensuelle de 75 pesos. Elle s'occupe du ménage et prend soin du bébé. *Pablo* est dans une crèche.

Tous les cinq sont sur la même *libreta.* En plus de la ration de base, les enfants reçoivent chacun un litre de lait par jour. Le bébé reçoit de la nourriture spéciale pour nourrisson. *Abuela,* qui a plus de 65 ans, a droit à trois boîtes de lait en poudre supplémentaires par mois. Jorge a droit à une ration particulière, car il souffre d'un ulcère : deux poulets en plus par mois et un litre de lait chaque deux jours.

Les *Garcias* achètent leur ration alimentaire dans quatre magasins : l'épicerie *(bodega)* pour l'alimentation de base du mois ; la boucherie *(carneceria)* pour la viande et le poulet ; le banc *(el puesto)* pour les légumes et fruits de saison ; la laiterie pour le lait frais en bouteille.

Non seulement ils achètent dans quatre magasins, mais font souvent la queue devant chacun d'eux ! Ceci était un problème sérieux dans les années soixante et soixante-dix. Souvent les femmes renonçaient à leur travail pour faire la queue afin d'obtenir de la nourriture. Les files d'attente se sont raccourcies durant les dernières années. Cependant les ménages ayant un adulte ne travaillant pas et disposant de plus de temps pour faire la queue possède encore un avantage comparatif pour l'obtention de nourriture. (Depuis le début des années quatre-vingt, un système de deux files d'attente, dont l'une est réservée aux ménages ne disposant pas d'un adulte ne travaillant pas, ce système est connu sous le nom de *Plan Jaba*.)

Dans la famille *Garcias,* l'*abuela* fait la plupart des courses, spécialement pour ce qui est des achats quotidiens (œufs, pain, fruits, légumes). *Jorge* et *Carmen* effectuent les achats pour le mois, car ils sont plus lourds à transporter...

Quand les *Garcias* arrivent à la *bodega,* il y a six personnes qui attendent avant eux. Mais les files d'attente ne sont pas toujours ce qu'elles apparaissent à première vue. En effet, vous pouvez "marquer" votre place, partir et revenir. Dès qu'il arrive, *Jorge* crie : *"le dernier" ("el ultimo"),* afin de savoir qui est le dernier dans la file et qui est l'avant-dernier, au cas où le dernier disparaît.

Les files d'attente sont devenues un des lieux où se constitue la société cubaine. Elles permettent aux voisins de se rencontrer, de diffuser les rumeurs et de débattre des nouvelles locales. Contrairement à la description, donnée par les médias occidentaux, d'une masse de gens accablés attendant stoïquement une distribution, les queues constituent un forum vivant où se manifestent ouvertement toutes les réclamations sur la qualité médiocre de certains biens de consommation, les mauvais services et les files d'attente elles-mêmes. Aujourd'hui n'est pas une exception. *Jorge* et *Carmen* s'engagent dans un débat serré sur la qualité du saindoux ce mois...

L'ÉGALITÉ... ET SES LIMITES

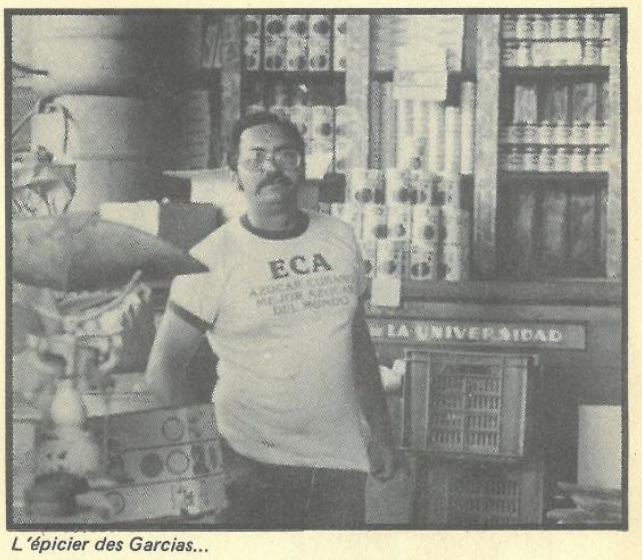
Pour les *Garcias,* la ration alimentaire de base coûte 45.50 pesos par mois, ou **10 o/o** de leur revenu. En ajoutant la ration spéciale qu'ils reçoivent pour les enfants et pour l'ulcère de *Jorge,* ils dépensent 67.25 pesos ou 15 o/o de leur revenu mensuel pour leur alimentation de base assurée.

Les *Garcias* représente une famille d'un type très courant à Cuba. Mais que se passe-t-il pour les familles qui sont au bas de l'échelle des revenus ? Une personne à la retraite vivant avec un revenu de 65 pesos dépensera 18 o/o pour sa ration. Pour une famille composée de cinq personnes et dépendant d'un seul salaire, équivalant au salaire minimum, la ration alimentaire va absorber 60 o/o du revenu mensuel. C'est une somme considérable, spécialement si l'on considère que la ration doit être complétée par des aliments supplémentaires pour avoir un régime bien équilibré. Mais cette famille se trouverait au-dessous de la ligne de pauvreté, fixée à 25 pesos par personne mensuellement. Elle disposera donc du droit à recevoir une assistance sociale. Etant donné le coût fort bas des services essentiels – logement, santé, éducation – quasi tout le monde peut acheter la ration indiquée sur la *libreta* (sans assistance).

Généralement, la quantité allouée par la *libreta* ne suffit pas pour tout le mois. Comme elle est identique pour chaque ménage, elle va répondre plus ou moins longtemps aux besoins mensuels selon les ménages. En effet, un nourrisson de deux jours touche la même ration qu'un travailleur de 25 ans, mesurant un mètre nonante. Evidemment, ce ménage ne va pas stocker la ration de riz du bébé jusqu'à ce qu'il puisse l'ingurgiter. Donc ce riz va entrer dans la consommation courante du ménage. Ainsi, la ration de base durera plus dans les familles ayant des enfants en bas âge. Dans les foyers au sein desquels un ou plusieurs membres étudient ou travaillent, la famille continue à recevoir leurs rations. Pour ces familles, la ration de base est largement suffisante pour tout le mois.

SODAS LIBRES ?

"Jorge demande à Tomas (leur épicier) quand il pense recevoir des sodas. "Ne m'en parle pas, c'est un merdier pas possible avec les sodas depuis qu'ils ont été sortis de la *libreta.* Il semble que les gens commencent à faire la queue avant même que le camion arrive ici. La dernière livraison a disparu en deux heures. Ainsi, lorsque les gens arrivent à la maison de leur travail, ils voient les piles de caisses vides et lèvent les bras au ciel." "Ce n'est pas juste", répond Jorge. "Certaines personnes achètent quatre ou cinq caisses et les autres se retrouvent sans rien. Au moins, quand ils étaient rationnés chacun avait droit à sa caisse." "Pose ce problème à la prochaine réunion de l'organe du Pouvoir populaire (Comité de défense de la Révolution)", suggère Tomas. "Tu auras de nombreux appuis !"



L'épicier des Garcias...

La ration est aussi suffisante pour ceux qui mangent souvent au-dehors et qui utilisent fortement les autres sources d'approvisionnement (marché libre paysan, restaurants largement accessibles avec l'élévation des revenus, repas sur le lieu de travail, marché noir...). Mais pour les familles qui dépendent du seul rationnement pour l'obtention de l'essentiel de leur nourriture, les tranches sont minces pour la dernière partie du mois. *"Comment une personne peut-elle n'utiliser que quatre livres de sucre par mois ?"* nous demandait la femme d'un petit fermier. *"Et si vous devez faire cuisiner tous les déjeuners et dîners, comment pouvez-vous vous en sortir avec la ration de sel ? Et pour le riz, nous, les Cubains, généralement, nous mangeons un quart de livre par repas, ainsi cinq livres ne suffisent que pour vingt jours."*

... Mais de plus en plus de nourriture est disponible en dehors de la *libreta,* qui a commencé à jouer un rôle moindre dans l'alimentation du Cubain. Mettre fin à la faim n'est d'ailleurs pas la seule réalisation de la révolution...

---

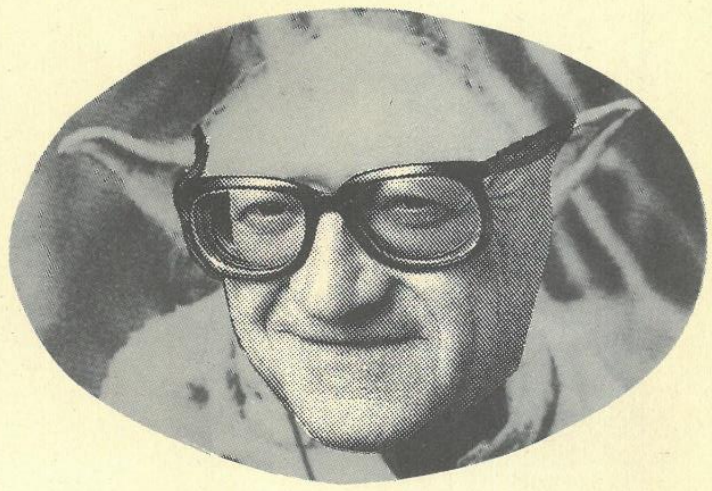
1. *Pas de déjeuner gratuit. Nourriture et révolution à Cuba,* par Medea Benjamin, Joseph Collins et Maichael Scott. Editions Food First, 1985. Publications de l'institute for Food and Development Policy. Elles peuvent être obtenues à l'adresse suivante : IFDP, 1885 Mission Street, San Francisco, CA 94103 USA. Les sous-titres sont de la rédaction de *La Brèche.* Les notes ont été supprimées. Joseph Collins a aussi publié une deuxième version de son livre, *Nicaragua, What difference could a revolution make ?* ("Nicaragua, quelle différence pourrait faire une révolution ?"), Editions Food First, 1986. La traduction française de ces deux livres serait la bienvenue !

2. *International Herald Tribune,* 26 mai 1986.

Un ancien snack américain appartenant à la municipalité de La Havane.

Après Tchernobyl :

Le prix du progrès



« *Mes grands-parents étaient pour le nucléaire.* »

La catastrophe de Tchernobyl a confronté aux menaces d'une augmentation de la radioactivité des populations aussi éloignées du lieu de l'accident que celles d'Europe occidentale, de Suisse en particulier. Menace diffuse et impalpable qui se présente aux gens obscurcie par la complexité scientifique du problème. Ceci d'autant plus que le seul mot d'ordre des officiels semblait être : *rassurer, surtout rassurer à tout prix !*

Les grandeurs caractérisant la radioactivité sont de deux sortes :

* **L'activité, qui est l'intensité de l'émission de radiations par une substance radioactive, par seconde.** Elle s'exprime en becquerels ou en curies. 1 curie = environ 37 milliards de becquerels. Pour avoir un sens, l'activité doit être rapportée à la quantité de matière considérée. Ainsi la radioactivité dans l'air a atteint en Suisse, vers la fin de la première semaine de mai, des grandeurs de l'ordre de 30 becquerels par m^3 contre environ 0,4 avant l'arrivée du nuage radioactif [1].

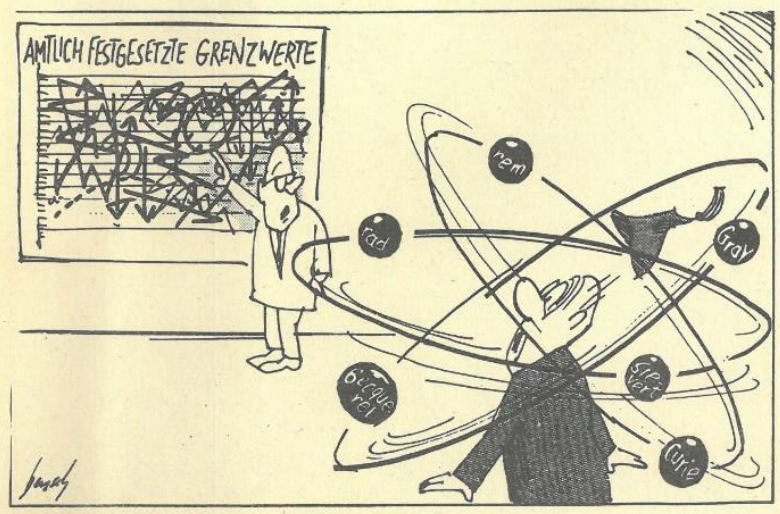
* **La dose, qui est l'intensité de radiation absorbée par une substance atteinte, par exemple un organisme vivant.** Elle s'exprime en rads ou en rems. Le rem caractérise l'effet biologique d'un rayonnement sur le corps humain. Le rem est le rad multiplié par un facteur qui diffère selon les divers types de rayonnements. Dans une première approximation, il est tout à fait satisfaisant pour la discussion de considérer ce facteur égal à 1 et 1 rad = 1 rem.

Mais si l'activité se mesure directement au moyen d'appareils de mesure, la dose reçue par le corps humain exprimée en rems ne se mesure pas directement. Elle se calcule, dans le cas de n'importe quel M. Tartempion, par l'intermédiaire d'évaluation du genre : Tartempion a passé tant d'heures ici, tant d'heures là, il a mangé tant de kg de salade et bu tant de litres de lait contaminés, pendant tant de semaines.

millirems. De cet objectif, elles **calculaient** à chaque moment les niveaux d'activité qu'elles acceptaient dans les aliments à risque. Cette norme des 500 millirems est plus ou moins internationale. Mais à la différence des autres pays, les autorités suisses ont reconnu qu'elles ne fixaient pas en général de valeurs limites d'activité. Par conséquent s'il n'est guère possible d'affirmer que la politique suisse dans ses résultats soit plus irresponsable que celles des autres gouvernements européens, elle est en tout cas moins contrôlable et laisse aux autorités plus de liberté de manœuvrer... ou de tricher.

Plusieurs milliers de rems par heure

1000 rems est environ la dose immédiatement mortelle. A 400 rems, une personne sur deux meurt dans les semaines suivantes [2]. Selon Viktor Sidorenko, membre de la commission d'enquête soviétique, le débit de dose dans le cœur du réacteur accidenté a pu atteindre jusqu'à plusieurs milliers de rems par heure (*Le Monde,* 23 mai 1986). Immédiatement après l'accident, le débit de dose aux alentours immédiats du réacteur accidenté était de 200 rems par heure (*NZZ,* 7 mai 1986). Quinze jours après, il était encore de 1 rem par heure (= 1000 millirems par heure) (*Le Monde,* 17 mai 1986). Cinq heures d'exposition suffisaient donc à atteindre la limite de dose **par année** qui est la norme internationale dans l'industrie, pour le personnel.



"Voici les valeurs limites officielles."

Liberté de manœuvre

La norme qui a présidé à l'action, plus exactement à l'inaction des autorités suisses, c'est la limite **des 500 millirems.** Elles se fixaient pour objectif que chaque Suisse en moyenne ne reçoive pas, du fait de Tchernobyl, une dose supplémentaire totale — c'est-à-dire sur x semaines ou mois — dépassant 500 millirems en général à 500 millirems (0,5 rems) par année (aux Etats-Unis : 170 millirems). Cette dose autorisée n'a jamais été atteinte jusqu'à présent. Sinon dans des régions situées sous le vent jusqu'à quelques centaines de km de Tchernobyl. Ainsi à 100 kilomètres au nord la dose annuelle pourra s'élever à environ 10 000 millirems (10 rems) en une année et à Minsk, située à 400 km au nord, 400 millirems par an pendant 5 ou 10 ans vu les poussières radioactives déposées sur le sol (*New Scientist,* 15 mai 1986).

La commission fédérale de surveillance de la radioactivité estime que l'habitant de la Suisse aura reçu au total, et en moyenne, 100 à 200 millirems provenant de Tchernobyl (Professeur Donath à "Table ouverte", le 25 mai 1986.)

Cette dose s'ajoute à la dose "normale", reçue en moyenne par chaque Suisse par année qui s'élève à 400 millirems dont 250 d'origine naturelle.

Contrairement à ce que certains journalistes osent encore écrire, il n'y a strictement aucune différence dans les effets sur la santé entre radioactivité naturelle et artificielle. La seule différence est que l'humanité doit probablement se résigner à l'une, alors qu'elle est responsable de l'autre. On estime que la radioactivité naturelle est cause d'environ 2 o/o de tous les cancers.

Radioactivité naturelle et artificielle

Selon les normes internationales, l'industrie nucléaire a le droit d'exposer chaque individu de la population en général à 500 millirems (0,5 rems) par année (aux Etats-Unis : 170 millirems). Cette dose autorisée n'a jamais été atteinte jusqu'à présent. Sinon dans des régions situées sous le vent jusqu'à quelques centaines de km de Tchernobyl. Ainsi à 100 kilomètres au nord la dose annuelle pourra s'élever à environ 10 000 millirems (10 rems) en une année et à Minsk, située à 400 km au nord, 400 millirems par an pendant 5 ou 10 ans vu les poussières radioactives déposées sur le sol (*New Scientist,* 15 mai 1986).

La commission fédérale de surveillance de la radioactivité estime que l'habitant de la Suisse aura reçu au total, et en moyenne, 100 à 200 millirems provenant de Tchernobyl (Professeur Donath à "Table ouverte", le 25 mai 1986.)

Cette dose s'ajoute à la dose "normale", reçue en moyenne par chaque Suisse par année qui s'élève à 400 millirems dont 250 d'origine naturelle.

Contrairement à ce que certains journalistes osent encore écrire, il n'y a strictement aucune différence dans les effets sur la santé entre radioactivité naturelle et artificielle. La seule différence est que l'humanité doit probablement se résigner à l'une, alors qu'elle est responsable de l'autre. On estime que la radioactivité naturelle est cause d'environ 2 o/o de tous les cancers.

Double discours

On peut penser grosso modo qu'en Occident, en tout cas, la multiplicité des centres scientifiques indépendants les uns des autres garantit que personne ne puisse vraiment mentir longtemps **sur les chiffres.** Par contre on assiste très nettement à un découplage du discours officiel en deux versions très différentes. L'une **grand public :** "Tant qu'on est en dessous des 500 millirems, il n'y a absolument aucun danger." Quel sens vont donner les gens à "aucun danger" ? C'est bien forcément le sens "aucun malade, aucun mort". L'autre **spécialisée :** *"1000 millirems supplémentaires sur une population de 1 million de personnes égale 100 à 125 morts par cancers supplémentaires qui se manifesteront dans les trente à cinquante ans à venir."* [3] Soit, à 200 millirems pour 6 millions de personnes, 120 à 150 morts par cancer.

En effet comment sont établies les doses limites officielles ?

Le rapport de 1973 de la commission fédérale suisse de surveillance de la radioactivité explique les critères de la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) :

"L'établissement de limites admissibles d'équivalent de dose serait simple si un seuil était connu, au-dessous duquel aucune lésion ne se produit (...)

"Pour la fixation de ces limites, la CIPR est partie de l'hypothèse prudente que chaque irradiation implique un certain risque d'effets somatiques et génétiques et que les effets biologiques sont proportionnels à la dose également pour de faibles équivalents de dose." (...)

Le paragraphe 32c des recommandations de la CIPR de 1962, toujours en vigueur, a la teneur suivante :

"La commission a donc recommandé une dose génétique maximale admissible de 5 rems (5 rems sur 30 ans, soit 170 millirems par année, R.L.), *en se fondant sur le principe que la charge qui en résulterait pour la société serait acceptable et justifiée si l'on considère les avantages probablement de plus en plus grands qui résulteront de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique."*

Le coût social

Quelques bureaucrates internationaux ont donc décidé à la place des gens que tant de morts et tant de souffrances étaient compensés par les avantages de l'énergie nucléaire, ses désavantages étant abusivement assimilés à ceux du manque d'énergie tout court.

De même le *New Scientist* du 15 mai 1986 écrivait : *"Pour l'Europe occidentale les autorités ont levé à nouveau toutes les mesures et déclaré que tout était à nouveau en ordre. Les* **limites d'action** (en Suisse les 500 millirems) *n'ont pas été atteintes sauf en de rares endroits. Néanmoins il faut se rappeler que ces* **limites d'action** *ne sont pas des* **limites de non-danger.** *Ce sont des formules de compromis élaborées de façon bureaucratique, qui reviennent à juger qu'un certain nombre de cancers est équivalent au coût social d'une perturbation de l'économie agricole* (par des interdictions de consommation)."

Voilà pourquoi les autorités, tout en affirmant qu'il n'y avait "aucun danger", recommandaient quand même des précautions alimentaires.

Mais comment faire accepter la vérité aux gens ? Voilà la cause forcée de l'embarras et de la duplicité des officiels. Les gens accepteront-ils de payer **le prix du "progrès".** Il y a fort à parier que même si les morts par cancers dus au nucléaire sont peu nombreux comparés à d'autres causes de mortalité d'origine humaine ou naturelle, les gens n'acceptent pas de voir justifier un malheur par d'autres malheurs et chercheront plutôt à les remettre en question tous.

Robert Lochhead

1. Les services fédéraux compétents signalaient le 14 mai des maxima mesurés dans le lait de 550 becquerels par litre au nord des Alpes, de 2180 becquerels par litre au Tessin (*NZZ,* 15 mai 1986).

2. Parmi les 300 personnes hospitalisées à Moscou, les 35 qui sont encore entre la vie et la mort, et les 19 déjà mortes ont reçu des doses d'environ 600 à 800 rems.

3. Mme Fritz-Niggli de la commission fédérale de surveillance de la radioactivité dans la *NZZ* du 17-18 mai 1986. Il meurt par année en Suisse 200 000 personnes du cancer.

La catastrophe de Tchernobyl a relancé avec vigueur le mouvement antinucléaire et le débat sur l'utilisation du nucléaire comme source d'énergie. Il est de plus en plus largement accepté que, dans la phase actuelle du développement de la science et de la technique, le nucléaire représente un danger terrible et bien particulier pour la population et l'environnement.

En Suisse, **la tâche du mouvement antinucléaire, le plus large et unitaire possible, consiste à organiser une mobilisation efficace pour imposer un plan de mise hors service des centrales existantes et l'arrêt de la construction de nouvelles boîtes de pandore radioactives.**

Pour ce faire, il est, entre autres, impératif de répondre à l'intoxication pernicieuse du lobby nucléaire. Sur la défensive, ce dernier redouble de sophismes, de demi-vérités. Dévoiler ces mensonges, souvent à double détente, exige un effort constant. Pour le conduire à bien, encore faut-il éviter de tomber dans un piège : mettre un signe positif partout où les médias des pays capitalistes mettent un signe négatif ; ne parler que de Three Mile Island et jamais, concrètement, de Tchernobyl et de la politique énergétique du pouvoir en URSS. La tâche des socialistes — qui sont après des considérations systématiques contre l'utilisation actuelle du nucléaire — consiste à démontrer *à la fois* le danger du nucléaire et celui de sa mise en oeuvre particulière, ceci dans des sociétés capitalistes développées comme dans les sociétés post-capitalistes.

En l'occurrence Tchernobyl est plus près de Moscou que de Washington ou de Berne ! Il faut donc bien expliquer les traits propres à l'accident de Tchernobyl, quand bien même cela ne dispense pas — bien au contraire — de dénoncer Kaiseraugst ou les risques généraux du nucléaire ! C'est pour cette raison que *La Brèche* a consacré une partie de son dossier (No 364, du 24 mai 1986) à analyser l'essor du nucléaire en URSS ; cette société dans laquelle une contre-révolution s'est parachevée au début des années trente et où une couche sociale, la bureaucratie, a arraché aux travailleurs, aux paysans leurs droits démocratiques, leur droit de décider du destin de ce que la Constitution nomme "leur économie".

Nous publions ci-dessous des extraits de deux articles[1]. Le premier est de la plume de *Roy Medvedev,* historien, auteur de nombreux livres[2], vivant à Moscou. Il fournit le point de vue de l'intérieur de l'URSS. Ses liens avec des personnes qui côtoient les allées du pouvoir lui donnent accès à de nombreuses informations. Ses articles — qui se placent dans une perspective d'appui plus ou moins critiques aux "réformes" envisagées par Gorbatchev — sont donc une source utile pour apprécier la situation en URSS et, souvent, les discussions au sein des sphères dominantes.

Le second a été écrit par son frère jumeau, Jaurès, qui vit à Londres. Il travaille à l'Institut National de la Médecine. Les deux articles confirment ce que nous expliquions dans le dernier numéro de notre journal sur la politique des autorités soviétiques dans le domaine des contrôles atomiques : accélération délirante de la construction ; gigantisme périlleux, défauts courants dans la construction et non-application des normes... En résumé tous les maux de la gestion bureaucratique sur un terrain particulièrement "sensible". Tchernobyl, c'est la menace du nucléaire... coulé dans le moule du pouvoir bureaucratique ; Three Mile Island, c'est le péril du nucléaire... aux mains de lois aveugles de la concurrence et du marché. L'accident de Bugey, en France, le démontre une fois de plus. Les deux sont à rejeter par tous ceux qui paient la facture.

La Brèche

Catastrophe de Tchernobyl :

LES PLANS DU HASARD

Dans la première partie de son article, Roy Medvedev met l'accent sur les changements intervenus au sein même de l'appareil bureaucratique, les intentions "réformistes" de la direction Gorbatchev, sur leurs effets limités et les résistances énormes auxquelles elles doivent s'affronter au sein même de la nomenklatura (voir à ce propos le dossier paru dans *La Brèche,* No 363, du 10 mai 1986). Puis il aborde la catastrophe de Tchernobyl elle-même.

L'héroïsme de l'irresponsabilité

"Alors arriva l'accident surprenant de Tchernobyl. Au plan politique, on pouvait dénoter une perplexité manifeste durant les premiers jours de l'accident. Ceci expliqua la réaction presque instinctive de la direction : limiter au maximum presque toutes les informations sur les raisons et les conséquences de la catastrophe.

"Maintenant, nous disposons d'informations, mais elles restent cependant très unilatérales. Dans la presse, le thème de l'héroïsme passe avant celui de la responsabilité ; le thème du courage est présent mais non pas celui de la négligence. La question à l'ordre du jour n'est pourtant pas une éruption volcanique ou un séisme ; mais celle des conséquences d'un travail médiocre de certaines personnes et organisations. Pourquoi donc notre presse a mis en avant la question générale de la sécurité internationale et n'a pas mis en relief les problèmes concrets du renforcement des systèmes de sécurité dans les diverses centrales nucléaires soviétiques ?... Mais pourquoi plusieurs réacteurs superpuissants ont-ils été placés sur la même dalle et sous un seul toit ? Pourquoi les gaines des câbles de toute la station et le toit étaient-ils faits de matériaux aussi inflammables ?

"Que se serait-il passé si la toiture des bâtiments du réacteur s'était écroulée sur les pompiers ? Dans ce cas, on aurait eu à faire à un accident concernant non pas un mais quatre réacteurs..."

Après avoir soulevé le problème des fondations et de l'enceinte de confinement, Medvedev continue ainsi :

"Il y a longtemps, en URSS, on nous avait assuré que nos centrales nucléaires étaient totalement sûres et que l'Ouest exagérait le danger pour des raisons de concurrence commerciale.

"Nikolai Dollezhal, un académicien, écrivait en 1979 dans la revue Communiste *que les centrales nucléaires soviétiques "étaient les plus sûres... de toutes les entreprises industrielles, parce que les scientifiques soviétiques ne sont guidés par aucun intérêt particulier si ce n'est celui de tout le peuple, et que les décisions techniques qu'ils prenaient avaient toujours comme point de départ des buts humains".*

Plus grandes et plus nombreuses

"L'accident survenu la même année à Three Mile Island, en Pennsylvanie, conduisit divers pays occidentaux à freiner leurs plans de construction de centrales nucléaires. Pendant ce temps, l'URSS adoptait un programme grandiose de construction de centrales nucléaires, particulièrement dans la partie ouest de la Volga.

"Vingt-cinq complexes nucléaires, produisant environ 10 o/o de l'énergie électrique du pays, sont en fonctionnement. Les plans prévoient d'y ajouter vingt centrales comprenant 80 très grands réacteurs d'ici 1990. Malheureusement, les constructeurs soviétiques ont négligé l'expérience d'autres pays, qui indique que des petites centrales sont beaucoup plus sûres que les grandes.

"Durant les vingt dernières années, il y a eu des anomalies et des petits accidents dans les centrales soviétiques, bien que la plupart des problèmes soient restés cachés. En 1983, quand Youri Andropov initia sa campagne de mise au pas, une lettre du Comité central aux organisations locales affirmait que seule une chance extraordinaire avait empêché une "négligence criminelle" dans une centrale nucléaire d'aboutir à une "sérieuse catastrophe".

"La même année une commission spéciale du gouvernement devant superviser les problèmes de sécurité dans les centrales fut créée... Des gens compétents m'ont dit que dans le cadre de la conception guidant la construction des centrales nucléaires, un accident sérieux devait se produire dans un délai de temps plus ou moins rapproché, et qu'il aurait pu être plus important que celui de Tchernobyl."

Medvedev ne s'oppose pas au développement du nucléaire et place des espoirs, plus ou moins mitigés, dans la "clairvoyance" de la direction Gorbatchev. Il propose une série de réformes du type : *"modifier l'emplacement des centrales nucléaires, elles doivent être placées loins des concentrations de population..."; "élever les normes de sécurité dans les centrales existantes"; "freiner la construction de réacteurs géants"; "assurer une gestion plus responsable des centrales nucléaires."*

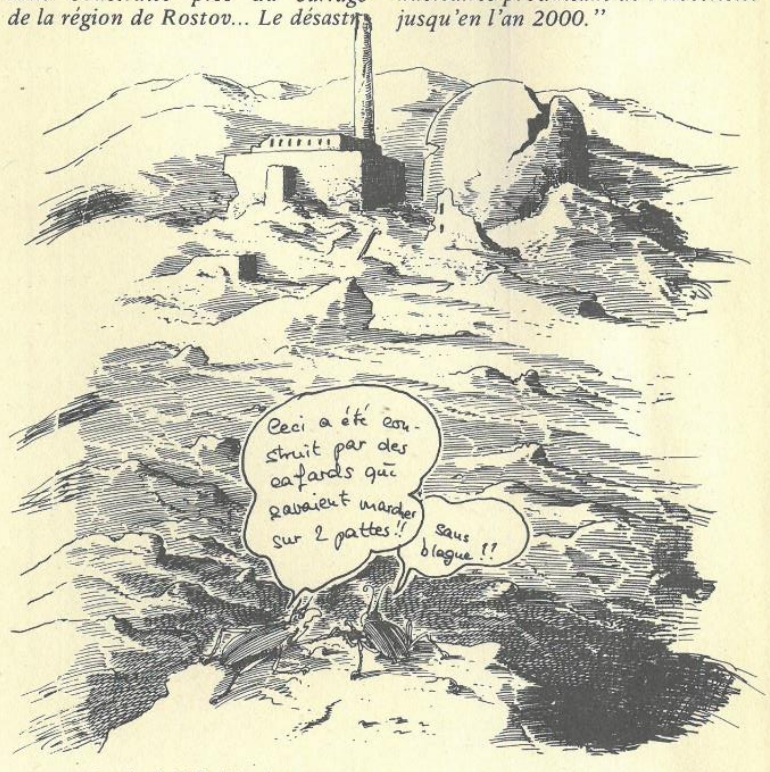
L'accident de 1983

Jaurès Medvedev, après avoir rapporté divers incidents survenus fin des années soixante à la centrale d'Obninsk, indique qu'un court débat se déroula, en 1979, après l'accident de Three Mile Island. Mais le silence fut imposé, car le nouveau plan quinquennal était en préparation. *"Le plan de 1981-1985 imposait une croissance de 250 o/o de l'énergie électrique produite par des centrales nucléaires, afin que 14 o/o de l'électricité produite soit d'origine nucléaire. Beaucoup de centrales étaient d'une conception moderne, mais la moitié de la production faisait encore appel à des centrales dont les plans étaient vieillis et défectueux."* Puis l'auteur explique l'accident de 1983 auquel son frère fait allusion. *"En 1983, des fissures apparurent dans les fondations d'Atommash — l'usine géante de Volgodonsk... Cette ville était construite près du barrage de la région de Rostov... Le désastre était gigantesque. Une commission fut mise en place par Youri Andropov pour enquêter. Ses résultats ne furent jamais rendus publics, mais le président de la commission de construction de l'Etat fut congédié et d'autres membres de l'officialité envoyés en prison.*

"Une lettre du Comité central établit un lien entre divers incidents dans des centrales. Elle indiquait que diverses parties des centrales répondaient à des critères de qualité au-dessous des normes en vigueur.

"Le taux de croissance de la construction de centrales fut ralenti substantiellement et les objectifs du plan quinquennal ne furent pas atteints. Mais la nouvelle direction vigoureuse de Gorbatchev a commencé à faire la différence !

"Pour diverses raisons, il n'y avait pas d'alternative à la voie du nucléaire. Il fut décidé d'accroître fortement le nombre de centrales nucléaires produisant de l'électricité jusqu'en l'an 2000."



dessin de F.K. Waechter.

1. Publiés dans l'*International Herald Tribune*, du 22 et du 23 mai 1986.

2. *Staline et le stalinisme* (Albin-Michel), *Khrouchtchev* (Maspéro), *De la démocratie socialiste* (Grasset), *Andropov au pouvoir* (Champs-Flammarion), *Le stalinisme, origine et histoire* (Seuil).

L'austérité en Belgique :

LES TRAVAILLEURS RÉSISTENT

Trois grèves générales en quinze jours. Les travailleurs/euses belges sont en pleine bataille contre l'austérité. L'actuelle vague de protestations a démarré au début de mois de mai, précédée par plusieurs mouvements de grève dans les mines du Limbourg. Le 6 mai, première grève générale conduite unitairement par la FGTB (syndicats socialistes) et la CSC (syndicats chrétiens-sociaux). Chemins de fer, transports en commun, PTT, radio et télévision arrêtent le travail. La semaine suivante, le 16 mai, les travailleurs/euses remettent ça : nouvelle grève générale de 48 heures. Le front commun syndical FGTB – CSC tient bon. Mais les 23 et 24 mai, lors de la troisième grève générale, la CSC se retire sur la pointe des pieds. Le secteur public est à nouveau paralysé. Des débrayages ont également lieu dans le privé, notamment dans la métallurgie à Charleroi. Dans le Borrinage, la région de Mons et le Centre, la lutte prend de plus en plus d'ampleur. Et il y a de quoi. La veille, le gouvernement Martens – Gol (coalition libérale et chrétienne-sociale) a rendu public son plan d'austérité. Le cinquième en quelques années !

Ces mesures d'austérité visent, d'ici à la fin de 1987, une économie de 200 milliards de francs belges (7 milliards de francs suisses) sur les dépenses publiques. L'éducation nationale (réduction de 8 o/o), l'aide aux entreprises publiques, la retraite, l'assurance chômage (où de 80 000 à 120 000 femmes seront les premières pénalisées), les subsides à l'université et à la recherche scientifique figurent parmi les cibles privilégiées du gouvernement. Or ces coupes budgétaires surviennent après une perte du pouvoir d'achat de l'ordre de 15 o/o en cinq ans. Et la Belgique connaît un chômage de 14 o/o. Rien que dans l'enseignement, le plan d'austérité signifiera 14 000 suppressions d'emplois. Ainsi une jeune enseignante constate : "Ils veulent reculer l'âge de la retraite des femmes de 60 à 65 ans. Mais comment voulez-vous que les jeunes trouvent du travail dans ces conditions ? Ils veulent supprimer les allocations chômage du conjoint au bout de trois ans. Ils cherchent à doubler les droits d'inscription à l'université." (Libération, 30 mai 1986.)

Martens et son gouvernement justifient ces mesures par l'ampleur de la dette publique du pays (5000 milliards). Mais ce n'est pas la dette le vrai problème, ce sont les intérêts. Les banquiers, à qui l'Etat emprunte, s'intéressent à ce que les intérêts leur soient versés ponctuellement. Parce que l'intérêt, c'est le bénéfice des banques. Il y a dix ans, ces intérêts (la charge de la dette) représentaient 50 milliards; il y a cinq ans, 200 milliards et l'année dernière 400 milliards d'intérêts ont été payés. Aujourd'hui sur quatre francs que perçoit l'Etat, il reverse directement 1 franc aux banquiers et aux investisseurs. Voilà une des raisons pour lesquelles la bourgeoisie "veut faire des économies". Sur le dos des salarié(e)s bien évidemment.

Contre cette entreprise de démantèlement, la classe ouvrière belge s'est mobilisée. Et elle possède assez de ressources pour enclencher de vastes mouvements. En témoigne encore l'énorme manifestation de 200 000 personnes, le 31 mai dernier à Bruxelles. Appelé par la FGTB et les partis socialistes, ce fut le plus grand rassemblement syndical jamais vu à Bruxelles. "Mais, estiment nos camarades du POS (Parti ouvrier socialiste) présents dans la lutte dès le début, s'il n'y a pas un mot d'ordre d'action interprofessionnelle (en direction du privé), le privé ne suivra pas." C'est là justement qu'il y a blocage. Pour l'instant la FGTB se refuse à effectuer ce pas. Rappelons du reste que le premier plan d'austérité avait été concocté avec la collaboration des socialistes et des appareils syndicaux ! L'alternative réside au contraire dans un front commun syndical, dans le public et le privé, pour barrer la route à ce cinquième plan d'austérité.

P. Girardet

Felipe Gonzales, le V de quelle victoire ?

Etat espagnol:

Chômage à la sauce électorale

Le 22 juin, dans l'Etat espagnol, se dérouleront des élections anticipées. Felipe Gonzales, le dirigeant du PSOE (Parti social-démocrate) et premier ministre, tente de mettre à profit la victoire obtenue lors du référendum sur l'OTAN, le 12 mars. Il veut faire de la défaite du non à l'OTAN une victoire d'un parti gouvernant contre les salariés.

Depuis quatre ans, le PSOE a appliqué une politique brutale d'austérité. Le nombre de chômeurs a augmenté de 600 000. Il y en a plus de 3 millions, qui représentent 22 % de la population active. Sur le total, 43,1 % **ne touchent pas d'allocations de chômage**, à peu près 10 % de plus qu'il y a quatre ans. Bientôt, un chômeur sur deux devra "se débrouiller" sans aide institutionnelle. La participation des salariés au Produit intérieur brut (PIB) est redescendue au niveau de 1970. Cela reflète la baisse des salaires réels, la paupérisation et le chômage.

Dans sa plate-forme électorale, Gonzales n'avait pas seulement promis la création de 800 000 emplois nouveaux, mais une "réforme démocratique" de l'Etat. Face à l'arrogance des militaires franquistes, il était contraint de laisser entendre que quelques branches de l'appareil d'Etat issu du franquisme seraient taillées.

Il n'en fut rien. Copain comme cochon avec les militaires ! Mieux, il couvre les quatre principaux responsables de la police. Pourtant, ils sont reconnus publiquement comme ayant été des tortionnaires actifs à l'époque du généralissime. Gonzales répète qu'il ne faut plus *"parler de l'histoire... car l'amnistie c'est pour tout le monde"*... Pour le tortionnaire, qui reste au poste de commande, et le torturé, au chômage !

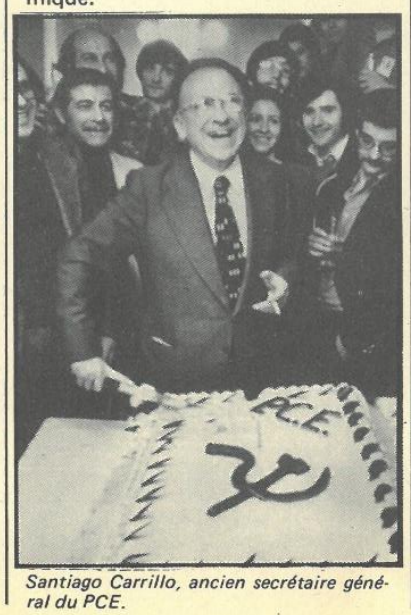
Fleurir sur... les défaites

La crise de la droite espagnole avantage le PSOE qui joue la carte de la stabilité institutionnelle. Les partis de droite sont divisés et l'ancien premier ministre de Franco, Manuel Fraga, à la tête de l'Alliance populaire, peut difficilement unifier les forces bourgeoises. Gonzales a, en partie, précipité les élections pour prévenir une recomposition au centre (Miguel Roca) des forces bourgeoises.

Une autre question peut être posée. Comment se fait-il qu'aucune opposition sérieuse de gauche surgisse dans le PSOE, ou à gauche du PSOE ? Tout d'abord, le PSOE est aujourd'hui un parti dont la base la plus solide est composée de gens dépendant plus ou moins directement du gouvernement et de l'appareil d'Etat. Tant que le PSOE gagne électoralement, leur situation est assurée. Cela en fait taire plus d'un.

Ensuite, l'opposition au gouvernement social-démocrate a été forte et vive. Mais, elle a été battue ! En 1983-1984, lors des grèves dures contre les restructurations industrielles. En 1986, à l'occasion du référendum, quand bien même le mouvement anti-OTAN a rassemblé des centaines de milliers de personnes dans la rue et réuni 7 millions de votes. Ces défaites, combinées avec les effets de la crise socio-économique, contribuent à accentuer l'affaiblissement du mouvement syndical en tant que tel, et à restreindre les perspectives de l'opposition combative.

La crise du PCE – qui a péniblement réuni 3,8 % des voix en décembre 1982 – laisse les mains plus libres au PSOE. A tribord et à babord, électoralement, les concurrents n'ont pas trop le vent en poupe. Et le gouvernement espère engranger la petite relance économique.



Santiago Carrillo, ancien secrétaire général du PCE.

Pour le PCE : 10 % ?

Néanmoins, le PCE (Parti communiste espagnol) tend toutes ses énergies pour puiser dans l'électorat des 7 millions de votants contre l'OTAN. Le PCE n'a pas été au centre de l'activité du mouvement pacifiste. Mais, il a su se profiler, avec sa propre coordination, durant les derniers mois. Il cherche actuellement à réduire ses divisions. Ainsi, Enrique Lister, stalinien de choc, est rentré dans les rangs. Le PCE a lancé un regroupement unitaire – La Gauche unie (**Izquierda Unida**) – dans lequel se retrouvent la scission pro-soviétique (le Parti communiste des peuples d'Espagne d'Ignacio Gallego), comme le Front des progressistes (avec un ancien du PCE comme Tamames) et quelques dissidents du PSOE.

La Gauche unie s'adresse: *"à tous les Espagnols qui se prononcent pour la paix et la neutralité, pour du travail pour tous et la consécration, en définitive, d'une démocratie avancée où aucun espace échappe à la souveraineté populaire et dans laquelle la participation quotidienne constitue un élément significatif parallèlement aux consultations électorales"* (*Mundo Obrero*, 7 mai 1986).

Cette plate-forme est assez vague pour tenter d'attraper le maximun de forces qui cherchent une issue politique après le référendum. La Gauche unie ne pourra certes pas capter l'ensemble de ce mouvement, sans même parler des forces nationalistes plus ou moins radicales. Mais la direction Iglesias du PCE espère bien remonter vers la barre des 10 %. Ainsi, elle obtiendrait un succès effectif. Ceci pourrait renforcer la dynamique unitaire du PCE, que les Soviétiques appuient.

Gonzales, lui, escompte que l'échéance électorale très rapprochée fasse échouer ce projet. Peut-être pense-t-il comme Santiago Carrillo. Il n'a pas rejoint la Gauche unie de son ennemi privé Iglesias, mais se bat au nom de l'unité !

Trouvant difficilement une place dans ces "combinaisons" politiciennes, les forces vives du mouvement anti-OTAN risquent fort d'être désorientées, d'autant plus que n'existe pas une liste unitaire des forces socialistes et révolutionnaires.

A. Dubois

Un livre de Margarete Buber-Neumann :

MILENA

La biographie de Milena* nous plonge dans une époque et un lieu mal connus : le Prague de l'entre-deux-guerres. On y découvre le foisonnement intellectuel, la confrontation de cultures différentes : juive, allemande, tchèque et russe dans les domaines littéraire, architectural. Toute cette richesse avait été trop longtemps contenue et explosait au grand jour.

Milena, en tant qu'écrivain et journaliste, y participera pleinement et y deviendra célèbre; non seulement parce qu'elle sera l'amie de Kafka, mais surtout par ses écrits et ses actions courageuses contre le racisme, l'antisémitisme grandissant et plus tard contre l'invasion allemande. Elle appellera ouvertement à l'opposition et y participera activement. Le matin du 15 novembre 1939, le matin de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes nazies, elle écrit dans le journal pour lequel elle travaille, alors que la Gestapo est déjà installée à Prague :

"Je repense à notre grande illusion. Se peut-il qu'un jour nous tous, Allemands, Tchèques, Français, Russes, vivions dans la proximité les uns des autres, sans nous faire de mal, sans nous haïr, sans faire subir l'injustice à l'autre ? Se peut-il qu'un jour les gouvernements parviennent à se comprendre comme peuvent le faire les individus ? Les frontières entre les pays tomberont-elles un jour, comme elles devraient tomber dans les relations d'homme à homme ? Comme il serait beau que nous puissions vivre cela." (p. 185)

L'activité qu'elle déploie pour protéger les Juifs et favoriser leur émigration entraînera son arrestation. En signe de bravade, elle, la Tchèque, arborait l'étoile de David.

Comme pour toutes les femmes qui ont su prendre une place, la bataille a été longue et difficile : contre son père d'abord, qui pour casser la liaison de Polak, un Juif, et de Milena la fera enfermer dans une maison de santé pour névropathie. Contre l'éducation sexiste traditionnelle qui ligote les femmes à la maison. Même si le père de Milena souhaite qu'elle exerce son métier à lui et fasse des études de médecine – ce qui est certainement très original pour l'époque – sa place est au domicile. Milena ruera contre toutes ces barrières, même s'il lui en coûte.

Toute sa vie, même dans le camp de concentration de Ravensbrück, sa conduite sera dictée par un principe : "l'art de rester debout", titre d'un de ses articles dans *Pritomnost*, 5 avril 1939 :

"Simplement, en restant debout, je fais face calmement à ce que je ne connais pas, je me prépare à affronter cet inconnu... Mais pour pouvoir le faire, il faut de la force; et cette force, l'individu ne l'a qu'aussi longtemps qu'il ne sépare pas son destin de celui des autres, qu'il ne perd pas de vue l'essentiel, qu'il a la conscience profonde d'appartenir à une communauté. Dès qu'il n'est plus qu'une conscience isolée, il cherche dans son âme un prétexte pour s'évader. La solitude est, peut-être, la plus grande malédiction qui existe sur terre..." (p. 203)

Une vue du camp de concentration de Ravensbrück.

Cette biographie a été écrite par Margarete Buber-Neumann qui a rencontré et aimé Milena à Ravensbrück. Elle-même avait fui l'Allemagne nazie pour l'URSS avec son mari, tous les deux étaient des militants communistes. Ils y ont été arrêtés, lui a été assassiné et elle, transmise aux Allemands après deux ans d'internement.

Les passages de cet ouvrage qui se déroule à Ravensbrück sont émouvants, ils nous montrent que même dans les conditions les pires l'être humain est capable de dignité et de sentiment vrai à condition qu'il garde l'art de rester debout. Ce message est essentiel, il met en pièces des approches comme le film de Liliana Cavani *Portier de Nuit,* qui sous-entendent que des sentiments les plus vils peut naître le plaisir. *"Si tu veux te comporter comme un ver, ne t'étonne pas d'être piétiné"*, c'est Kant qui écrivait cela, Milena aurait aussi pu l'écrire.

Dans les parties descriptives de la vie de Milena à Prague et à Vienne, le style trop journalistique nous laisse plus froid. Le plus regrettable est qu'il est difficile de saisir exactement quelles sont les opinions, les choix politiques réels de Milena et de Margarete. Les deux ont un passé dans les partis communistes; la première rompt en 1936, la deuxième à son arrestation en URSS. Margarete Buber-Neumann parle à plusieurs reprises des craintes de Milena quant à une intervention soviétique qui, à ses yeux, serait aussi grave – si ce n'est pire – à l'invasion nazie. Bien sûr, Margarete avait passé dans les camps soviétiques et Milena connaissait cette réalité-là. La question reste, comment ces deux femmes imaginaient-elles la fin du nazisme. Peut-être serait-ce davantage le travail d'une historienne ou d'un historien ?

T. Thévenaz-Christen

* **Margarete Buber-Neumann,** *Milena,* Editions du Seuil, 1986 (Prix Médicis).

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

YVERDON

L'Echandole, Château d'Yverdon

je 12 juin, 20h30 : le cinéaste italien résidant à Bienne **Alvaro Bizzari** présentera son film *Le revers de la médaille.* Entrée libre. "Les saisonniers aussi sont nos potes." Org. : SOS Asile Nord-Vaudois et SOS Racisme Vaud.

Cure catholique, 14, rue Maison-Rouge

ve 13 juin, dès 19h : *Grande fête africaine,* organisée par les réfugiés africains et leurs amis. Repas chauds, boisson, animation. Prix repas : Fr. 10.– (adultes), Fr. 5.– (enfants). Org. : SOS Asile Nord-Vaudois et SOS Racisme Vaud.

LAUSANNE

Casino de Montbenon, Salle des fêtes

ve 13 juin, dès 17h30 : *Gran Fiesta Latinoamericana* "pour la diffusion de la culture de l'Amérique latine". dès 17h30 : *exposition* de peinture, gravures, photographies, livres, disques. dès 20h : *chansons, poèmes, musique.* dès 23h : *bal* jusqu'à 03h du matin. Boissons et plats typiques. Org. : Coopérative Ediciones del Sur. Entrée Fr. 12.–, AVS, ét., Fr. 10.–. Avec : Miguel Cienfuegos, acteur, Chili; Laurence Pasche, chansons, Suisse; Alberto Pérez, chansons, Chili; Oscar Rodríguez, chansons, Colombie; Gregorio Becker, chansons, Argentine; Lilo Bovey, chansons, Suisse; Gustavo Murillo, chansons, Colombie; Georges Fleury, photographies, Suisse; Sergio Tilleria, peinture, Chili; Nelson Serathiuk, gravures, Brésil; Philippe Maeder, photographies, Suisse; René Vasquez, peinture, Chili; Leopóldo López, poésie, Chili; Norberto Gimelfarb, écrivain, Argentine; Julio Elqui, écrivain, Chili; Jorge Narváez, écrivain, Chili.

FRIBOURG

Salle du café des Grand'Places

du je 19 juin au di 22 juin, je et ve à 16h30, sa et di à 14h : le **Guignol à Roulettes** de Fribourg présente *Sur la Route d'Islamababad.* Le **Théâtre du Jeu de Mains** existe depuis 1981 et produit ses spectacles pour enfants sous le nom de "Guignol à Roulettes". *Sur la Route d'Islamababad* puise aux sources des contes traditionnels. C'est dans une ambiance de Mille et Une Nuits que se déroule le spectacle. Loc. : (037) 81 31 75. Fr. 8.–.

La Spirale, 39, Petit-Saint-Jean

ve 13 , sa 14 juin, 21h : *Festival de Jazz fribourgeois.* **ve 20,** 21h : *Bérengère Mastrangelo.* **sa 21,** 21h : *Madras Express* (soirée de clôture).

BERNE

Chleehus, Mädergutstr 5, Bern/Bümpliz

Dans le cadre du **MODS** (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire), **ve 13 juin,** dès 18h : Fête avec *Black & White* (20h). Cuisine tamoule, turque, chilienne. Entrée Fr. 10.–.

GENÈVE

Théâtre Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple

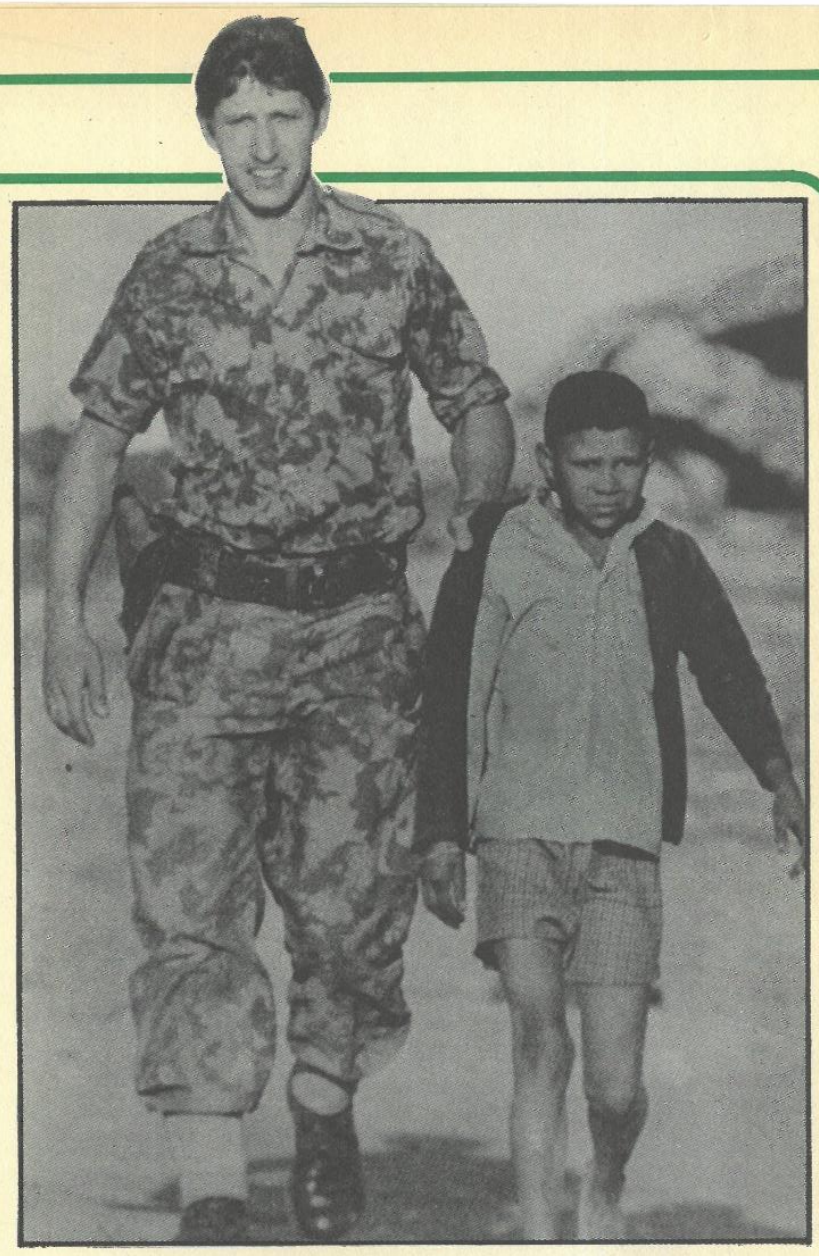
jusqu'au sa 14 juin, 20h30 (relâche di et lu) : *Philippe Cohen* dans "Le Cid improvisé". Loc. : (022) 32 20 60.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

à 21h. **je 12 juin :** *Vocal Summit 86* (Workshop de chant de Christine Schaller). **ve 13 :** *Air Mail* (du Vienna Art Orchestra). **sa 14 :** *Fête à la rue de Berne,* "Une rue de Berne peut en cacher une autre". Avec : Dynamite Ganja, Bayaya Positive (musique zaïroise), B.A. & the Bits on the Beach, Sarcloret... **lu 16 juin, dès 22h :** *Paolo Bellinati Solo* (guitare). **je 19 :** *Ginger Big Band* (Genève). **ve 20 :** *Yves Massy Sextet.* **sa 21 :** *Azul.* **me 25, je 26 :** *Les ateliers de l'AMR.* Org. : AMR.

Afrique du Sud :

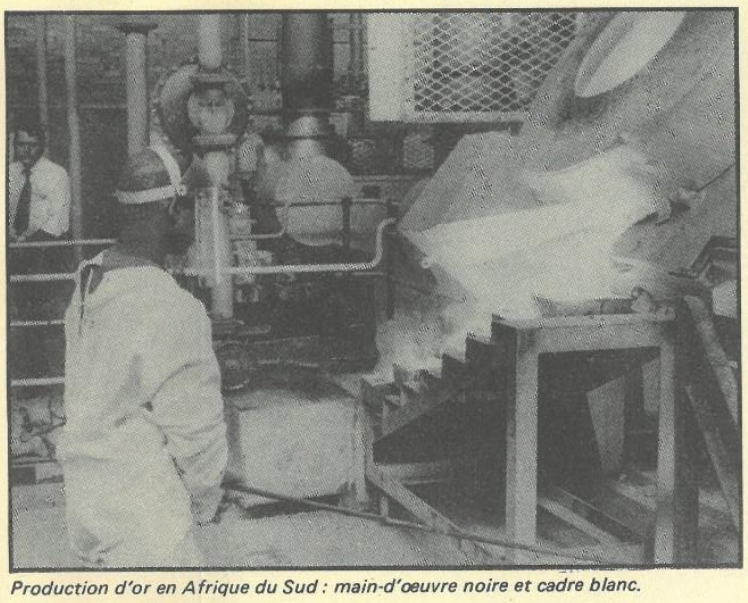
AU-DESSUS D'UN GOUFFRE



"*Le maintien de lois discriminatoires à l'égard des travailleurs noirs pourrait freiner la croissance industrielle*", affirme Con Fauconnier intervenant vendredi 16 mai au Congrès international de Singapour sur l'industrie minière et la métallurgie (*International Herald Tribune*, 15 mai 1986). Con Fauconnier, un activiste anti-apartheid ? Rien de tout cela. C'est l'un des principaux dirigeants de la General Mining Union Corp., le deuxième groupe minier d'Afrique du Sud après l'Anglo American Corp. Et son intervention répondait à l'appel de l'Institut sud-africain de la mine et du métal.

"*L'économie privée joue un rôle moteur dans le processus de réforme de l'apartheid*", affirme encore M. Fauconnier qui estime qu'"*à l'avenir l'Afrique du Sud ne dépendra plus tant de ses richesses naturelles que de ses ressources humaines sur les plans politique, social, économique.*"

L'Afrique du Sud manque de travailleurs qualifiés pour soutenir la croissance de son potentiel industriel. Et où les trouver sinon chez les Noirs ? Les Blancs ne représentent plus que les 15 o/o des 31 millions d'habitants du pays [1]. En l'an 2000, ils seront 11 o/o de la population totale et leur proportion tombera à 7 o/o en 2020.



Production d'or en Afrique du Sud : main-d'œuvre noire et cadre blanc.

Con Fauconnier conclut en affirmant que les dispositions interdisant aux Noirs l'exercice de certaines professions seraient abrogées au cours de l'année. Les négociations entre les syndicats et la Chambre des Mines seraient sur le point d'aboutir. En effet, les syndicats sont devenus une puissance. Cinq cent mille en décembre 1985, lors de son congrès de fondation, les adhérents de la COSATU ont augmenté de 30 o/o jusqu'à ce jour, selon la direction du syndicat. Cette dernière s'est fixé l'objectif d'un million de membres pour la fin de 1986. Les progrès récents laissent espérer que cet objectif sera atteint. Rien d'étonnant dès lors s'il parvient à imposer des négociations au patronat.

Et le gouvernement ?

Jeudi 23 mai, le gouvernement sud-africain évoque l'éventuel futur Conseil consultatif multiracial (National Statutory Council). Prenant la parole devant le Parlement à Cape Town, Chris Heunis, le puissant ministre des affaires noires et ministre du développement et de la planification, présente le National Statutory Council comme le "*point de départ du partage des pouvoirs et l'amorce d'un gouvernement d'union nationale*" (*International Herald Tribune*, 23 mai 1986). Cet organisme, assure-t-il, comportera au moins seize Noirs (dix leaders et les six chefs-ministres des six bantoustans dont l'Afrique n'a pas encore affirmé l'indépendance).

Le gouvernement sanctionne-t-il tranquillement une évolution négociée que prépareraient les partenaires sociaux ?.

Non ! Funambules aveugles, les bourgeois libéraux ou les nationalistes africains ouverts à une réforme de l'apartheid évoluent au-dessus d'un gouffre. Qu'ils soient de sincères naïfs ou les architectes de savantes combinaisons, la violence des antagonismes sociaux mine sous leurs pieds la possibilité d'une "désapartheidisation" par étapes.

La zone des tempêtes

L'Afrique du Sud est un pays semi-industrialisé au développement inégal extrêmement accusé. Les quatre régions métropolitaines du pays couvrent 4 o/o de sa surface. Au milieu des années septante, elles concentraient 85 o/o de sa production industrielle, 70 o/o de son Produit national, 40 o/o de sa population active.

Ces régions sont celles de Pretoria- Witwatersrand-Vaal (province du Transvaal), Port Elisabeth-Uitenhage (est de la province du Cap), Durban (province du Natal) et la région du Cap (ouest de la province du Cap). Durant l'industrialisation de ces vingt dernières années, un important prolétariat industriel s'y est constitué. Misère des campagnes, espoir d'un emploi ont conduit par centaines de milliers les Noirs à se rapprocher des villes, peuplant de gigantesques ghettos, à la merci des expulsions.

Ainsi a crû dans une semi-légalité le ghetto township de Soweto dans la banlieue de Johannesburg. A crû également, dans une totale illégalité, le township-squatt de Crossroads dans la banlieue du Cap. Une situation sociale insoluble apparaît de la sorte sous les pieds de la minorité blanche. Elle voit croître autour de ses villes une masse dont l'exploitation assure son aisance. Mais son nombre est tel qu'il menace l'équilibre social nécessaire pour la stabilité de son pouvoir.

Industrialisation, ghetto-urbanisation ont rassemblé des foules immenses dans la périphérie des villes. Une partie d'entre elles ont donné le jour à un prolétariat concentré, que parcourt aujourd'hui un des mouvements de syndicalisation les plus puissants qu'a connus l'histoire ouvrière.

Ceux qui n'ont pas trouvé place dans les usines partagent avec les premiers la vie des ghettos. L'instabilité de leur refuge, la précarité de leur existence les maintiennent dans une position oscillante entre les townships semi-urbains et les bantoustans semi-ruraux. Or, par ces canaux, la vague ouvrière qui enfle dans les villes, roule par tout le pays et dynamise formidablement le sentiment national.

Il y a exactement dix ans, le Mouvement de la Conscience noire, animé par Steve Biko assassiné en 1977, tirait les premières salves des processus en cours aujourd'hui. La formation de la classe ouvrière en prolétariat organisé est un des moteurs de la constitution de la conscience nationale. Voilà qui montre l'importance du phénomène révolutionnaire dont est grosse l'Afrique du Sud. Car, quelles que soient les constructions réformistes, le verrou n'a pas sauté : la minorité Afrikaner, dont les privilèges tiennent à la surexploitation des Noirs, a refusé toute concession à ce jour. Empêchant notamment l'émergence d'une petite-bourgeoisie noire significative qui chercherait, dans une alliance avec la minorité blanche, la conservation de privilèges contre la majorité des Noirs.

La destruction du ghetto de Crossroads

Conscient de l'étroitesse de sa marge de manœuvre, le gouvernement Bhotta renverse la vapeur. Au moment même où le Groupe des personnes éminentes du Commonwealth — création de Maggie Thatcher, fidèle alliée s'il en est de Bhotta — se trouve en Afrique australe, tentant de rapprocher ANC (Congrès national africain) et gouvernement, ce dernier lance une série de raids terroristes contre les locaux de l'ANC dans les capitales du Botswana, de la Zambie, du Zimbabwe. Sous l'effet, entre autres, de la pression des différents groupuscules d'extrême droite lancés à l'assaut de ce gouvernement que les masses Afrikaners conservatrices accusent de brader leurs intérêts. Certains commentateurs de la vie politique n'hésitent pas à dire que si des élections avaient lieu aujourd'hui, ces fascistes mettraient Bhotta en difficulté.

Beaucoup plus grave encore est l'attaque du ghetto de Crossroads. Ce squatt remonte à 1975, lorsque nombre d'habitants du Transkei viennent au Cap à la recherche de travail. Squatt illégal, il est depuis lors la fréquente victime d'attaques du pouvoir qui cherche à en déloger les habitants. Ceux-ci résistent avec l'énergie du désespoir. Ils sont 100 000 en mai 1986.

Dimanche 18 mai, à la veille de l'agression contre les locaux de l'ANC, des miliciens Noirs, véritables kapos organisés par la police blanche, se lancent à l'assaut du ghetto de Crossroads. Ils attaquent en premier lieu le quartier (30 000 habitants) qu'organise la gauche militante. Après une semaine de combats, où tous les témoignages concordent pour reconnaître l'appui décisif apporté aux vigiles par la police blanche, 2000 maisons du ghetto sont incendiées, puis rasées au bulldozer. 44 personnes trouvent la mort selon la police. Beaucoup plus d'après de nombreux observateurs.

Alors que commence l'hiver austral, dans la boue et les cendres des milliers de sans-foyer s'accrochent à cette terre qu'ils avaient conquise. Leur résistance rappelle le soulèvement du ghetto de Varsovie.

Claude Leuwen

1. Notons ici que M. Fauconnier ne se donne même pas la peine d'accréditer la fiction gouvernementale de l'indépendance des bantoustans. En effet la statistique officielle déduit leur population de celle de l'Afrique du Sud. M. Fauconnier n'opère pas cette soustraction.

Représentant de l'extrême droite sud-africaine.